R. P. Thomas-M. Lamarche, O.P.
Directeur de l'Oeuvre de Presse Dominicaine

à qui le Pouvoir?
à qui l'Argent?

CORPORATISME
CRÉDIT/TRAVAIL

AUX ÉDITIONS DE
L'OEUVRE DE PRESSE DOMINICAINE
MONTRÉAL — 1938

A qui le pouvoir?

A qui l'argent?

NIHIL OBSTAT :

M.-C. Forest, O. P.
Maître en Théologie

M.-A. Lamarche, O. P.
Lecteur en Théologie

IMPRIMI POTEST :

A. Bibaud, O. P.
Provincial

IMPRIMATUR :

C. Chaumont, P. A.
Vic. Gén.
Marianopoli die 5e apr. 1938

Avant-propos

La lutte épique à laquelle nous assistons est une lutte pour la liberté.

La Révolution de 89 par réaction contre les dictatures royales qui l'ont précédée a faussé la notion de liberté.

Elle a donné naissance au Libéralisme qui informe toute la structure économique des temps modernes. Elle a accordé à l'individu le droit d'agir pour un intérêt particulier sans égard au bien commun.

La Révolution est responsable du Libéralisme économique.

Par une réaction semblable à la première, un nouveau genre de dictature s'oppose au libéralisme des démocraties qui ont abandonné les rênes du pouvoir au contrôle des particuliers ou des puissances d'argent. Le Souverain Pontife indique dans *Quadragesimo Anno* cette « déchéance du pouvoir » : « lui qui devrait gouverner de haut comme souverain et suprême ar-

bitre, écrit le Pape, en toute impartialité et dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, il est tombé au rang d'esclave. »

La démocratie pourrait-elle résister au choc des dictatures coalisées ? Nous ne le croyons pas ; à moins que la démocratie n'introduise dans ses cadres un organisme qui puisse parer à ses insuffisances, qui la fortifie en la protégeant contre les puissances occultes.

Cet organisme c'est le Corporatisme hautement recommandé par le Souverain Pontife.

Nous en établirons le bien fondé dans la première partie de cette étude en répondant à cette question : A qui le pouvoir ? Nous en expliquerons les divers rouages destinés à orienter toutes les classes en les protégeant dans la voie du progrès et de la paix. Nous démontrerons comment il est un complément indispensable de la démocratie et remet véritablement le pouvoir à qui en principe elle le destine, c'est-à-dire au peuple.

Mais le Corporatisme pour être efficace doit embrasser toute la vie économique d'un pays, pouvoir et monnaie. D'où ce titre à notre deuxième partie : A qui l'argent ? (dans le sens populaire de ce mot)

Si les puissances d'argent peuvent en effet contrôler la vie économique, agir « *comme propriétaires* » sur des biens dont elles ne doivent être que les « *dépositaires et gérants,* » le Corporatisme n'en deviendra qu'un nouvel instrument aux mains des capitalistes.

Le Souverain Pontife l'exprime en des termes non équivoques : « Ce qui à notre époque frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un Pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui d'ordinaire ne sont pas les propriétaires mais les SIMPLES DÉPOSITAIRES ET GÉRANTS du capital qu'ils administrent À LEUR GRÉ.

« Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, GOUVERNENT LE CRÉDIT ET LE

DISPENSENT SELON LEUR BON PLAISIR. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils détiennent la vie entre leurs mains, si bien que, SANS LEUR CONSENTEMENT NUL NE PEUT RESPIRER » (Les soulignés sont de nous).

Le véritable remède à l'anarchie ou à la violence communiste ne peut être que dans une économie régularisée qui mette un frein à la licence autant dans le domaine du pouvoir que dans celui de l'argent.

Le Souverain Pontife recommande à tous les membres de la grande famille catholique d'apporter leur humble contribution, par une action concertée et efficace en vue de la restauration de l'ordre et de la paix au sein de l'économie.

C'est cette pensée qui nous a guidé au cours de cette étude. Nous nous sommes efforcé de ne pas la surcharger d'une technologie propre à dérouter le lecteur peu familiarisé avec ce genre de problème. Nous présentons ce travail à nos compatriotes dans l'espoir d'être utile à quelques-uns selon nos modestes ressources.

PREMIÈRE PARTIE

A qui le pouvoir ?

CHAPITRE PREMIER

Définitions et principes

1.—Le problème La première chose qui nous frappe dans l'Economie actuelle de la société, c'est une anomalie profonde que l'on exprime habituellement par cet aphorisme devenu presque un lieu commun : *nous vivons dans la misère au sein de l'abondance.* C'est un fait notoire que l'on a délibérément détruit d'énormes quantités de blé ou autres produits, afin de parer à l'encombrement du marché. L'on encave les vins pour 25 ou 50 ans à l'avance parce que l'on n'en obtient qu'un prix dérisoire. L'on arrête la production dans la plupart des industries faute de demande pour écouler les produits déjà manufacturés. Qu'est-ce qui nous manque en somme ? Du pain ? Du charbon ? Des vêtements ? Partout l'on crie à la surproduction. Et pourtant des milliers d'hommes

souffrent de la faim, du froid, de la misère, ou manquent au moins de ce minimum de biens considéré par saint Thomas lui-même comme nécessaire à la pratique d'une vie vertueuse. « Une multitude immense de travailleurs, a écrit S. S. Pie XI, sont réduits à une angoissante misère et s'efforcent en vain d'en sortir. » L'on meurt de faim à côté de monceaux d'or. S'il existe quelque moyen d'échapper à cette ridicule et dangereuse impasse, personne n'a le droit de s'en désintéresser. Plus que jamais, nous devons orienter nos études, nos pensées, nos discours vers l'ordre des réalisations pratiques.

2.—Les solutions La question fondamentale en cette matière est celle-ci : Qui doit veiller à la distribution équitable des biens ? *A qui le pouvoir ?* En d'autres termes par quel organisme, l'Etat qui a charge de la Société pourra-t-il régulariser l'Economie en désarroi ? Comment par ses représentants exercera-t-il efficacement le pouvoir que la démocratie lui a concédé ?

La réponse à cette question nous met en présence de nombreux systèmes que nous devons examiner à la lumière de principes sûrs. Nous devons considérer les différents aspects du problème avant d'arrêter notre choix. On connaît les diverses solutions en cours sous les noms de Communisme, Fascisme, Libéralisme économique, Corporatisme.

La solution quelle qu'elle soit se présentera sous la forme d'une des trois alternatives suivantes. Ou bien l'Etat d'autorité possédera les biens et veillera à leur distribution, ou bien il en laissera l'initiative au système actuel du libéralisme économique, ou bien l'on fera appel à un système intermédiaire tenant le milieu entre la contrainte d'un Etat totalitaire et la liberté illimitée de l'individu.

3.—Communisme Il importe d'abord que nous définissions nos termes en formules claires, précises, à la portée de tous, je dirais en formules staliniennes pour imiter la langue des propagandistes de Moscou. Qu'est-ce que le Commu-

nisme ? C'est avant tout une doctrine économique. Karl Marx découvrit un jour que la plus-value tirée par le capitaliste du salaire de l'ouvrier n'était ni plus ni moins qu'un vol et qu'en bonne justice l'Etat devait la lui rendre. Il fonda du même coup un système où l'Etat contrôlerait et percevrait tous les profits pour les restituer par la suite à l'ouvrier. C'est l'Etat, Providence de la Société entière, l'Etat qui distribue aux membres de la société les biens gagnés par la société.

4.—Libéralisme économique C'était une réaction contre le libéralisme économique, c'est-à-dire contre cette liberté de fait concédée aux gens d'affaires et de finance de conduire leur barque comme ils l'entendaient sans réelle intervention de la part de l'Etat.

Donc, deux systèmes fondamentalement opposés, l'un qui ignore la liberté de l'individu (l'Etat, père de famille) et l'autre qui sans restriction lui accorde libre cours.

Lequel devrons-nous choisir ?

5.—Les principes Mais d'abord sur quels principes nous baserons-nous pour fixer notre choix ? N'hésitons pas à répondre : LE SEUL SYSTÈME QUI PUISSE CONVENIR À LA SOCIÉTÉ, C'EST CELUI QUI CONVIENDRA À L'HOMME, car l'homme n'est pas fait pour la société, mais la société pour l'homme. Il faut en somme un système économique qui soit humain, qui tienne compte à la fois des désirs et des aspirations de l'homme — de ses penchants, de ses défauts, de ses ambitions excessives, de son égoïsme, des mobiles intéressés qui sont comme les ressorts de ses actes. Tout système qui ne serait pas fondé sur ces données essentielles est à l'avance voué à un échec certain. Nos sociologues même les plus avertis l'oublient hélas, trop souvent, quand ils se font les juges d'idées ou de théories nouvelles. Pour de minces avantages qu'elles peuvent contenir, l'on poussera de l'avant des doctrines qui pèchent par la base et n'offrent aucune garantie de stabilité.

Autrefois quand la philosophie s'en tenait à des spéculations métaphysiques,

une erreur pouvait comporter moins de conséquences immédiates ; mais n'oublions pas qu'elle est descendue dans le domaine pratique, qu'il n'est pas un rêveur qui ne veuille voir ses théories à l'œuvre et qu'une idée mal fondée peut causer dans ce domaine de véritables catastrophes. Ce point me paraît essentiel au problème que nous devons étudier. Il nous faut avant tout tenir compte de l'homme non pas tel qu'il devrait être, tel que nous voudrions qu'il fût, mais tel qu'il est avec ses qualités et les déficiences inhérentes à sa nature. Forts de ces principes l'on aura chance de découvrir un système à base du plus pur réalisme.

6.—Le cas du Communisme

Le communisme réalise-t-il ces conditions d'un système conçu et élaboré en vue des aspirations naturelles de l'homme ? Dans l'affirmative, pour être sincères, nous ne devrions pas hésiter à en faire l'objet de nos préférences.

Avant de porter un jugement, établissons plus concrètement ces instincts pro-

fondément humains dont se préoccupera tout économiste soucieux de réalisme et de vérité.

7.—Aspirations humaines Nous choisissons le cas d'un jeune homme au moment d'entrer dans la vie, à cet âge où les aspirations sont les plus pures, où l'idéal est intact, où les mécomptes et les déceptions n'ont encore rien modifié de sa nature, que rêve-t-il ? En général, (c'est la vocation commune) il aspire à fonder un foyer. D'origine terrienne, il rêvera d'un coin de terre qu'il agrandira, qu'il améliorera, où il travaillera avec cœur parce qu'il lui appartiendra jusqu'en ses fils, l'ayant déjà reçu en héritage de ses pères. Il conçoit d'instinct le rêve de la propriété qui sera plus sienne encore quand il l'aura fécondée de son labeur. Si d'aventure il est industriel ou commerçant il aspire à devenir le Maître de son industrie ; il s'ingéniera à découvrir de nouvelles méthodes de progrès, d'avancement, il veut dominer dans sa sphère. Et l'on peut dire que dans la mesure où cette in-

dustrie demeurera sa propriété, au lieu de passer à l'anonymat d'une direction quelconque, dans cette mesure elle comportera des garanties de prospérité et de survie. Dans un cas comme dans l'autre, l'idéal humain c'est de posséder pour être libre, pour être chez soi, et la propriété est la mesure de l'intérêt que tout homme porte à sa tâche. *Ubi labor amatur non laboratur.*

CHAPITRE DEUXIÈME

Le Communisme

8.—Aspirations communistes Quelles sont, comparées à ce que nous venons d'exposer, les véritables aspirations communistes? Le Marxisme a voulu créer au sein de l'union soviétique, le Paradis de l'ouvrier. Il a voulu que l'Etat s'emparât de tous les profits que détenaient individuellement les capitalistes afin de les rendre à l'ouvrier. Beau rêve assurément et conçu, paraît-il, avec une sincérité parfaite. Pour en assurer la réalisation l'Etat devait contrôler le capital, il fit rendre gorge aux capitalistes. Il fallait qu'il contrôlât l'industrie, il s'empara des usines. Il devint par la suite propriétaire des fermes afin que l'on pût distribuer équitablement le pain à tous les membres de cette nouvelle société. En somme l'Etat devint

l'unique propriétaire, l'unique capitaliste en même temps que la Providence de tous les citoyens de l'immense famille soviétique.

9.—Les faits L'expérience a-t-elle ou peut-elle un jour ou l'autre donner raison à Karl Marx, à Lenine et à Staline ? Nous passons à l'ordre des faits. La doctrine de Karl Marx a-t-elle réalisé dans l'ordre pratique tout ce que l'on en attendait ? Quelles sont les raisons, les causes de ses succès ou de ses échecs ? Car l'expérience peut seule vérifier le bien ou le mal fondé d'une théorie sociale. Je choisis pour en témoigner et préférablement à tout autre le livre d'un certain Andrew Smith intitulé : *J'ai été ouvrier en U.R.S.S.* Je résume son histoire en deux mots. Smith était un ouvrier des mines aux Etats-Unis. Très actif et beau parleur, talent particulièrement apprécié en U. R. S. S., il ne tarda pas à occuper une fonction assez importante dans le Parti communiste américain. En 1929, il fut choisi comme délégué en Russie. Il revint si enchanté de ce nouveau

Paradis de l'Ouvrier qu'il décida d'aller s'y établir définitivement avec son épouse. Il y devint ouvrier, puis chef d'usine et membre influent du parti. Visiblement sincère, il n'eut d'autre but dans sa vie que d'améliorer le sort de la classe ouvrière. Je tirerai de son œuvre les seules expériences corroborées par d'autres témoignages non moins dignes de foi.

10.—Témoignage Voici Andrew Smith racontant son premier voyage comme délégué. « Nous visitâmes de nombreuses mines en Ukraine, la mieux tenue parut être la mine américaine qui tirait son nom des ingénieurs américains chargés de son aménagement. Les salaires, nous dit-on, se montaient à 115 roubles par mois pour un travail de six heures au fond et de sept heures à la surface. A cela s'ajoutaient des assurances sociales diverses et d'autres avantages dont jouissent, paraît-il, tous les ouvriers russes. Accueil enthousiaste encore, suivi d'un somptueux banquet auquel la plupart de nous firent grand honneur. Si c'était là, pensions-nous,

leur vie journalière, comme nous devions les envier ! »

« Il y avait d'excellentes raisons, toujours prêtes, pour expliquer ce qui paraissait clocher... »

11.—« Camouflage » Andrew Smith énumère ici ces ingénieuses explications qu'il serait trop long de transcrire.

« La plupart des mines portaient le nom des chefs révolutionnaires. »

« La mine américaine était bien ventilée... Nous eûmes des entretiens avec des ouvriers, du moins avec ceux qu'on nous présenta comme tels et nous partîmes extrêmement satisfaits de ce que nous venions de voir. »

Nous pouvons constater par ce récit avec quel soin l'on s'efforce de cacher aux visiteurs étrangers les déficiences du régime. Lisons plutôt, en parallèle, le récit de l'arrivée d'Andrew Smith comme simple ouvrier de l'U. R. S. S.

12.—Détresse du peuple

« Nous arrivâmes à Léningrad à 5 h. 30. Aucune délégation ne vint cette fois nous souhaiter la bienvenue. Nous ne vîmes qu'une masse de mendiants en haillons, surtout des femmes et des enfants. Autour de la gare, nombre de gens étaient couchés par terre dans le froid et la boue, sordidement vêtus. Une représentante de l'Intourist, venue au-devant de nous, expliqua que ces gens-là étaient des ivrognes, des bons à rien.

13.—Conditions de vie

« On nous logea dans un hôtel de troisième classe près de la gare, à 5 dollars par jour. Genre des auberges où on loue des chambres à 25 cents la nuit aux Etats-Unis. Les lits étaient infestés de vermine. Au temps jadis où j'étais logé avec la délégation à l'hôtel de l'Europe, les draps étaient changés chaque jour. Ici ils passaient de l'un à l'autre. » Smith continue le récit détaillé et piquant de ses déboires et termine : « Comme je me sentais un peu

responsable du bien-être de notre groupe, je me plaignis amèrement au représentant de l'Intourist de la façon dont on nous traitait.

« Vous n'êtes pas en Amérique ici, me fut-il répondu. Dans l'Union soviétique c'est notre façon de vivre. Nous n'y pouvons rien. »

Tels sont, trop brièvement résumés, (on devra parcourir le volume en entier) les résultats obtenus en U. R. S. S. au point de vue général des conditions de vie — ces conclusions sont corroborées par quantité d'autres témoignages plus pessimistes encore qu'il serait fastidieux de rapporter.

14.—L'usine d'Etat

Ce qui nous intéresse davantage, c'est le fonctionnement de cette immense usine d'Etat au profit de l'ouvrier. Il va sans dire que tous les chefs en sont nommés et gratifiés par l'Etat sans compter les milliers de fonctionnaires et de bureaucrates que nécessite une aussi vaste entreprise.

Voici Andrew Smith faisant rapport au comité du Parti ; nous devons nous li-

miter aux idées maîtresses de son discours en omettant des développements d'un extrême intérêt.

« Camarades, dit-il, je désire donner mon opinion sur les causes du gaspillage effrayant qui règne dans l'usine, et sur la façon d'y remédier. Les ouvriers ne sabotent pas seulement les produits ouvrés, mais les machines elles-mêmes... Les directeurs et chefs de l'usine ne s'occupent pas des malfaçons, cela ne les intéresse pas. Ce qu'ils cherchent tout simplement, c'est remplir le programme de production et toucher les primes qui ne sont allouées, je le fais remarquer en passant, qu'aux dirigeants et aux employés les plus élevés.

« Selon moi, toute cette façon de faire est à changer, et nous devons mener notre travail de façon à obtenir un maximum de résultats, tout en gardant notre matériel en parfait état de marche. » Pour toute réponse le Comité lui fit entendre qu'étant nouveau dans l'Union Soviétique, il ne pouvait encore en juger sainement tout le mécanisme.

Andrew Smith déconfit ne perdit pas pour si peu son assurance. On le craignait en U. R. S. S. On le savait sincère. Il possédait à un haut point le don de persuasion et jouissait d'un fort prestige sur la classe ouvrière. Il résolut de s'adresser à Staline en personne. Sa lettre nous paraît un modèle d'exposition. Quoiqu'un peu longue, nous en citerons les principaux passages. C'est une synthèse éloquente du fonctionnement du système économique communiste en Russie :

« A Joseph Staline, secrétaire du Parti de l'Union internationale communiste.

Kremlin, Moscou.

15.—Lettre à Staline

Cher camarade,

« Excuse-moi de t'écrire cette lettre. Mais puisque ni le Comité de mon usine, ni celui du Parti ne tiennent compte de mes plaintes, je suis forcé de m'adresser à toi. Je suis ouvrier américain, un des adhérents au communisme de la première heure. J'ai découvert la raison pour laquelle notre usine ne marche pas comme elle devrait, et pourquoi

nous ne pouvons remplir le programme fixé. Les ouvriers sont en effet mécontents des conditions qui leur sont faites, ils ne sont pas intéressés à leur tâche et par suite gâchent le travail... » Andrew Smith fait un récit du gaspillage et de l'insuffisance des préposés à l'industrie et continue : « Une fois même j'ai emmené le Secrétaire du Parti dans les ateliers pour lui montrer les bâtis des machines baignées d'huile tandis que les portées et les arbres grinçaient, desséchés et brûlants. Les godets graisseurs étaient en effet pleins de copeaux de métal et de détritus de toutes sortes. Aussi les coussinets étaient-ils bientôt hors d'usage, et la machine tout entière vouée à une destruction rapide et inévitable.

« Le secrétaire me demanda le nom de la machine. Il ne savait même pas à quoi elle servait.

16.—Fonctionarisme « Dans notre usine, l'administration est beaucoup trop nombreuse, infiniment plus que dans les pays capitalistes. Elle gêne

l'exécution du programme, et en fait, il n'y a personne de responsable. Quand un incident survient, tout le monde se défile. Chacun a une excuse. Personne n'a intérêt à la bonne marche des affaires. Quand un mécanicien suggère une amélioration, le secrétaire du Parti monte contre lui les ouvriers.

17.—Mécontentement « Crois-tu, camarade Staline, que cela puisse marcher ainsi ? Les travailleurs russes voient toute cette turpitude et cette corruption. Les ouvriers de l'usine se rendent compte que leurs chefs ne savent rien et vivent plantureusement. Voilà la raison pour laquelle ils en arrivent à douter de l'avenir du socialisme dans l'Union Soviétique et c'est pourquoi ils sabotent leur travail. »

Smith fait une description identique des conditions de travail et du gaspillage sur les fermes en U. R. S. S. et termine :

« Je te demande de peser avec soin toutes ces questions et de nommer un Co-

mité d'enquête. Envoie-le à l'usine ou chez moi, et je le documenterai à fond.

« Bien à toi en socialisme,

« Andri Andreivitch Smith »

Ce témoignage pessimiste tout empreint de cet accent particulier du vrai et du vécu correspond en tout point, il importe de le noter, au récit d'un autre communiste, André Gide, dont l'ouvrage édité par la N. R. F. en est à sa 230e édition.

Il nous reste à ajouter pour compléter notre documentation le récit d'un fait tragique et très symbolique des conditions de la classe agricole en Russie.

Smith est en tournée d'exploration dans la colonie de Dobrenka :

« Nous fûmes étonnés de constater que le village paraissait inhabité, sauf çà et là la présence d'une chèvre ou d'une poule. Au bout de quelque temps nous rencontrâmes deux femmes qui, pour une raison inconnue, sanglotaient en passant près de nous. Sur une petite éminence en bordure du village s'étendait un terrain plat. Nous fîmes

l'ascension de la côte pour avoir une vue générale du pays.

Ce terrain plat n'était autre qu'un cimetière. Un rassemblement de cent cinquante personnes environ, hommes et femmes, s'y trouvait formé, disséminé en petits groupes épars. Les uns creusaient des fosses nouvelles, les autres recouvraient de gazon les tombes récemment fermées. Des chants allemands funèbres s'élevaient de-ci, de-là, tandis que les femmes agenouillées priaient avec ferveur. Le champ des morts était couvert de tombes toutes fraîches.

Nous approchâmes des groupes avec émotion et respect. Mais bientôt les gens nous aperçurent et formèrent autour de nous un cercle lamentable.

Un jeune mineur allemand, du bassin de Donetz, prit la parole en notre nom. Il demandait aux gens de lui dire ce qui se passait dans le pays et la raison pour laquelle le village était désert.

Un paysan allemand entre les deux âges expliquait :

— Nous n'habitons plus le village. Nous logeons dans les casernes sur les

Sovkozi et les Kolkozi. Les maisons sont trop loin pour que nous puissions y retourner le soir, car nous travaillons du petit jour à la nuit close.

— Pourquoi y a-t-il tant de décès ? interrogeait le mineur.

18.—Détresse de la classe agricole

— Nous n'avons pas de pain. Nous sommes d'honnêtes gens, durs à l'ouvrage. Nous avons de la bonne terre ici. Même lors de la grande famine de 1921-1922, on ne mourait pas de faim. On donnait tout au gouvernement sans rien cacher comme on le faisait dans les fermes voisines. Pour nous récompenser on a mis toutes les terres sous le régime collectif.

« Qu'y avons-nous gagné ? Ce que nous produisons nous est pris, même le bétail. Nous manquons d'engrais. Quand la récolte est plus abondante, ils prélèvent une part tellement forte, qu'il ne nous reste plus rien. La seule nourriture qu'on nous donne consiste en légumes verts, en « arbuz » (melons jaunes) et autres fruits mais jamais ni pain, ni lait, ni beurre, ni graisse.

Le typhus s'est mis parmi nous et voilà la raison pour laquelle tant de gens sont morts. »

19.—La vérité des principes confirmée par les faits

La vérité de nos principes énoncés au début se trouve confirmée par le témoignage des faits. La preuve est complète. Comment agit un chef d'industrie, privé du droit de propriété à son entreprise ? Il se soucie en premier lieu de s'attirer les faveurs de l'Etat-Patron. Il se désintéresse de ses véritables intérêts. Il laisse gâcher le bien de l'Etat. L'ouvrier, d'autre part, qui travaille « à rebours, » qui n'aime pas son travail, gaspille l'outillage mis à sa disposition. Plus d'intérêt, plus de surveillance, plus de responsabilité. La plus-value tant convoitée de Karl Marx s'évanouit en fumée. Le peuple au sein de cet esclavage, sombre dans la plus affreuse détresse. L'Etat devenu capitaliste (le capital n'a que changé de mains) a tourné l'argent en instrument de domination, de bien-être individuel et de profit. Le fonctionarisme et la bureaucratie ont cor-

rompu le système. L'Etat-Providence s'est montré le plus piètre administrateur de la chose publique.

Pourquoi ? Le Communisme a délibérément ignoré la nature de l'homme, son besoin de liberté, source d'initiative et de progrès, de propriété pour l'intérêt et le plaisir qui doivent accompagner et récompenser notre labeur.

Le Communisme, dût-il présenter momentanément quelque avantage secondaire, ne résistera pas à l'épreuve du temps. Il ne peut conduire, c'est une loi, qu'à d'irréparables catastrophes.

Il nous reste donc, dans notre recherche d'un système économique conforme à la nature de l'homme et de la société à tourner nos regards vers une tout autre solution.

CHAPITRE TROISIÈME

Le Libéralisme économique

20.—Liberté ou dictature? La libéralisme économique, apparemment, a tenu compte de ces divers postulats, de ces conditions de propriété, de liberté, de responsabilité, de l'élément intérêt, enfin il a laissé l'homme agir en homme : lui a-t-il apporté de fait plus de bien-être ou plus de bonheur ? Le libéralisme, on ne peut le méconnaître, a su gratifier la société d'une ère de progrès qui tient presque du prodige. Il a produit une civilisation comme les siècles précédents n'en ont pas connue de semblable. Il a construit des villes gigantesques. Il a mis sur pied une industrie si parfaite que l'on a vu le machinisme se substituer au travail de l'homme. Il a fait des découvertes géniales, il a su propager le T.S.F. à un point que le plus humble des ouvriers n'a qu'à tourner la manette de son

instrument pour capter des symphonies d'outre-mer. Il a développé la science et la mécanique, popularisé l'auto et bientôt l'avion. Il a gratifié la société de savants, d'artistes, d'architectes de génie. Il a produit en somme à son ultime limite ce dont la propriété et la liberté étaient susceptibles de doter une civilisation.

21.—Excès de liberté: licence

Cependant son monstrueux orgueil, ses ambitions sans frein et sa liberté sans contrôle ont décrété sa propre ruine. Il a oublié les humbles, ceux qui peinent aux plus durs labeurs, ceux qui souffrent, l'ouvrier, le manœuvre, celui qui gagne son pain à la sueur de son front.

Du jour où la liberté ne connaît plus de limites l'homme devient un ennemi pour l'homme. Il devient une bête égoïste et vorace prête à dévorer son semblable, et à lui ravir le pain de la bouche.

22.—Le Capitalisme

L'Economie libérale a malheureusement engendré, à côté de tant de bienfaits, le capi-

taliste sans entrailles qui ignore ceux qui, à ses côtés, souffrent du froid ou de la faim. La liberté qui dégénère en licence n'est pas meilleure à l'homme que la contrainte d'un Etat totalitaire ou dictatorial.

23.—Méfaits du Libéralisme Les méfaits du libéralisme à côté de ses bienfaits demeureront pour ceux qui ne ferment pas violemment les yeux un véritable scandale. Nous en citerons quelques-uns plutôt brièvement. Rappelons-nous d'abord que, si l'on veut démasquer ce mystérieux ennemi que l'on croit voir partout sans le découvrir avec certitude nulle part, c'est vers les sommets que nous devons diriger nos recherches et instituer nos enquêtes : là même où se tiennent et légifèrent les rois et les prophètes de la finance.

24.—Les faits: l'argent L'on fait grand cas en ce moment des principes qui sont à la base de notre système monétaire. La liberté quasi illimitée octroyée à des particuliers de gérer l'argent du peuple influence à son détri-

ment toute la vie économique d'un pays. La monnaie émise sous forme de prêts surcharge la société d'intérêts et d'impôts hors de proportion avec ses ressources. De plus elle permet à ces mêmes particuliers d'augmenter ou de diminuer le crédit de la nation en causant des désordres ou des crises au sein de l'économie. L'on conçoit aisément qu'une contraction de 600 millions de dollars dans la monnaie utilisable, comme le fait s'est produit au Canada de 1929 à 1934 par divers remboursements de prêts, ne va pas sans provoquer l'effondrement des prix dans le commerce et l'industrie et permettre aux magnats de la finance de s'emparer des entreprises qui ne peuvent résister à pareil choc. De là le pouvoir discrétionnaire de la haute finance dont se plaignait récemment le Président Roosevelt, qui introduit l'exploitation et le chantage dans la chose publique, en plus des crises que doivent subir périodiquement toutes les classes de la société. Nous reviendrons en détail dans notre seconde partie sur ces principes monétaires qui ont occasionné le capitalisme des temps modernes.

25.—Mouillage du capital

Dans un autre domaine l'exploitation des capitaux se produit sous une forme particulière que l'on a appelée le mouillage du capital. Cette opération consiste au sens large du mot à surcapitaliser une entreprise, à la doter de capitaux inutiles à ses fins, dans le but inavoué d'enrichir ses fondateurs ou directeurs. « Dans le monde, écrit Lucien Romier, il existe quantité d'affaires qui sont excellentes en soi ; elles sont très bonnes pour un million, mais elles sont catastrophiques pour quatre millions. Tout le problème est de supprimer le surplus. » Mais les conséquences de ces manipulations sont très graves. Une entreprise surcapitalisée est ordinairement tôt ou tard acculée à la faillite et ses actionnaires se voient frustrés de leur argent confié de bonne foi à de véritables exploiteurs. Si elle se maintient, l'entreprise grevée de charges trop lourdes devra payer des salaires de famine à ses ouvriers ou bien, dans le cas d'une entreprise d'utilité publique, charger au consommateur l'excédent des dépenses encourues par suite de ces fausses manœu-

vres. L'on citait récemment une compagnie de papier qui avait réussi en quelques années à augmenter son capital initial de 106 millions représentant une somme inutile à ses véritables fins. Son histoire comme celle d'Insull dont l'actif dépassait le milliard s'est terminé par une faillite monumentale.

26.—Agiotage et pools Nous signalerons en dernier lieu comme conséquences d'une liberté sans contrôle dans la haute finance, deux opérations familières aux gens de Bourse et qui s'appellent l'agiotage et la formation des pools. Elles ont pour but de créer momentanément une hausse fictive dans les valeurs offertes sur le marché, soit dans le premier cas, par de fausses rumeurs ou de fausses promesses habilement répandues dans le public, soit dans le second cas, par des mises de fonds considérables pour soustraire ou jeter en masses des valeurs sur le marché. Le procédé est simple. En vertu de la loi de l'offre et de la demande une valeur qui trouve un grand nombre d'ac-

quéreurs monte nécessairement. Quand par l'agiotage ou par le moyen des pools, l'on a réussi à doubler ou à tripler le prix de cette valeur, le gros financier bien au courant n'a plus qu'à tendre ses filets pour une fructueuse capture. Ces opérations fausses ou frauduleuses créent naturellement, comme celles déjà citées, des crises de Bourse qui deviennent un obstacle formidable à la stabilisation économique.

Les divers genres de manipulations que nous avons décrits se compléteront parfois réciproquement. Un seul homme, maître du crédit, intéressé à l'industrie, bien pourvu d'influences au sein du Pouvoir pourra les conduire toutes à la fois. Une dizaine de particuliers contrôleront dans certains cas toutes les ficelles administratives et économiques d'un pays au grand détriment d'une société aux abois réduite à cet esclavage caractéristique des temps modernes.

27.—Conclusions Voilà en réalité les hautes sphères où s'exécute la danse macabre des capitaux. On conclura

que le libéralisme a provoqué, consciemment ou non, la violence communiste. Il a appelé à grands cris la Révolution par l'indignation qu'il a fait naître dans l'âme des masses opprimées. L'effet a suivi la cause avec une rigueur de logique que l'histoire ne dément pas. Les dictatures royales ont semé les germes de la Révolution. La Révolution a engendré le Libéralisme. Le Libéralisme rappelle la Révolution. Le monde serait-il la victime perpétuelle de ces spasmes douloureux, la victime immolée sur l'autel d'une liberté mal conçue ? Quand viendra la lumière ? Quand voudra-t-on comprendre que la licence est aux antipodes de la liberté ? Que la liberté sans restriction demeure un rêve, une chimère inconciliable avec les passions de l'homme. Le libéralisme ne serait viable que dans une société composée de saints ou de héros.

Conclusion : Dictature ou liberté ? L'une et l'autre ont méconnu la vraie nature de l'homme — « animal » — « raisonnable ». — L'une et l'autre ont conduit la société à un état violent et instable. Les faits ont confirmé la théorie. La dictature

ou le libéralisme ont réduit la société en esclavage. Le seul système qui puisse convenir à la société devra harmoniser dans une coordination parfaite la liberté respectueuse de la raison humaine et la contrainte qui l'oriente dans le respect des droits de chacun vers le bien de la communauté entière. Nous croyons que le Corporatisme par son organisme empreint d'une sagesse très humaine, réalise cet idéal et sauvegardera les droits de toutes les classes dans les justes limites du bien commun.

CHAPITRE QUATRIÈME

Le Corporatisme

Nous définirons en premier lieu les éléments fondamentaux du corporatisme et nous préciserons par l'analyse la nécessité logique des divers rouages de son organisme, doués d'une puissance d'adaptation conciliable avec toutes les contingences de la vie économique.

Rappelons le texte conventionnellement admis de la pensée du Souverain Pontife : « Que des organes soient constitués, des ordres ou des professions groupant les hommes non pas d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail mais d'après les différentes branches de l'activité humaine auxquelles ils se rattachent. » Les hommes devront donc s'associer autant pour le progrès dans toute l'économie que pour la défense de leurs droits, selon le mode le plus naturel et le plus humain,

c'est-à-dire l'intérêt commun qui lie les hommes d'une même profession, d'un même métier, d'une même branche de « l'activité humaine. »

28.—Liberté du peuple Le corporatisme à son point de départ se préoccupe de remettre au peuple le soin de ses propres intérêts. Il associe les hommes pour les protéger et les diriger vers un but défini qui s'élargira à mesure que les divers organes corporatifs l'orienteront vers le bien commun géré par l'Etat. Nous avons vu les dictatures imposer leurs décrets des hauteurs. L'Eglise qui recommande le Corporatisme se soucie davantage de la liberté du peuple.

29.—Idée de base du corporatisme L'idée de base du corporatisme sera donc de remettre à chacune des professions (partant à tout le peuple) le soin de leurs intérêts propres ; il les orientera par un mécanisme d'une souplesse toute naturelle et humaine, de manière à sauvegarder les droits de chacune des

professions, des diverses régions et le bien commun de la patrie.

30.—L'analyse avant la synthèse Quels sont les divers rouages de l'organisme corporatif ? Quel est son mode de procéder ? Fidèle à notre méthode d'analyse qui précède tout énoncé de principe, nous tâcherons d'en découvrir l'idée directrice et le mécanisme, dans des événements d'ordre concret. Voyons-le à l'œuvre sous nos yeux faisant face à un difficile problème d'ordre social.

31.—Exemple concret Nous nous transportons dans une localité où les marchands de campagne se trouvent aux prises avec cette loi récente des salaires raisonnables. (Les faits que nous rapportons comme hypothèse en réalité sont authentiques). Ces marchands peuvent réaliser comme montant global d'affaires de 8 000 à 12 000 dollars par année. Disons 10 000 dollars en moyenne. Ils obtiennent comme profit brut environ 20% de ce montant. Le bilan de leurs dépenses

portera, disons $400 près, pour transport des marchandises. Dépenses diverses : téléphone, chauffage, auto ou chevaux, etc., etc., $150 ; un commis, salaire et pension, $470. En tout $1 320 à soustraire de $2 000. Il reste un montant de $680 pour des familles de 5 à 10 enfants. Or la loi des salaires raisonnables accorde désormais $780 au commis du marchand détaillant.

Vu de près par les intéressés, retrancher d'un revenu familial de $680 pour accorder un salaire de $780 c'est un problème troublant.

32.—Le Corporatisme en pleine vie réelle

Comment le Corporatisme interviendra-t-il efficacement pour solutionner ce cas, rendre justice aux marchands comme aux employés sans préjudice à toute l'économie. La démocratie sans système écouterait les revendications des plus forts. Or les faits comme les actes s'influencent réciproquement. Qu'elle augmente le salaire du plus grand nombre : les employés, le marchand devra hausser ses prix de vente. Et ce, au détriment du

cultivateur qui ne peut vendre les produits de sa ferme et des employés eux-mêmes dont le surplus de salaire y passera en surplus de payement pour leurs achats. Le système fonctionnera par mesures *palliatives* contentant les uns pour faire tort aux autres.

33.—La Corporation Le Corporatisme systématisé au contraire réglementera toute l'économie.

Dans le cas proposé, nos marchands détaillants se grouperont en association. (Nous l'appelons *l'association patronale*). L'on aura d'autre part le groupe uni des employés (*association ou union syndicale*).

Ces deux groupes se rencontrent au sein d'un comité par des délégués élus en nombre égal (*le comité paritaire*).

Voilà la corporation instituée et les intéressés préparés à de justes revendications. Marchands et employés discutent leur point de vue au sein du comité paritaire ou conjoint. Nos commis préféreront un salaire moindre à une mesure qui les exposerait à perdre leur emploi. Aucun

employé n'est intéressé à la ruine de son patron. Les deux groupes se trouvent liés par des intérêts communs. *C'est l'élément naturel et humain de l'idée corporative.* Supposons que les deux partis en arrivent à une entente. Ils signent un « contrat collectif. » Si la corporation est reconnue civilement, le comité conjoint muni d'un organisme judiciaire (inspecteurs, recours aux tribunaux etc.) se chargera de veiller à son exécution. Les décisions de la corporation revisées par l'Etat ont force de loi.

34.—Organisme intercorporatif Mais les intérêts de deux industries ou de deux régions viendront parfois en conflit ou se rencontreront pour faire cause commune. Le Corporatisme doit veiller au bien de tous et au bien commun de la patrie.

Par quel mécanisme ? Poursuivons notre expérience. Marchands et employés ont décidé de présenter une requête au gouvernement dans le but de fixer le salaire minimum à $10 par semaine vu la modicité du commerce de cette localité et son peu de

moyens d'expansion. Les patrons d'autre part pour en arriver à boucler convenablement leur budget devront majorer leur profit brut à 33% soit une augmentation moyenne de 12%.

Les cultivateurs de cette localité pourront-ils supporter ces nouvelles charges ? Le marché des produits est en désarroi. Ils n'obtiennent que 3 sous la pinte pour leur lait qui est cependant distribué à un prix de beaucoup supérieur au consommateur des centres urbains.

La corporation des cultivateurs a tout intérêt à en discuter avec la corporation des commerçants.

35.—Conseil régional Elles se recontreront par leurs délégués au sein du conseil régional. C'est l'organisme intercorporatif local ou régional qui déjà oriente davantage le bien particulier en rapport avec le bien commun.

Supposons que le conseil de la région de Sherbrooke ait découvert en étudiant le cas proposé, que telle compagnie distributrice de lait, appelons-la la Dominion's

Milk, n'offre que 3 sous la pinte au cultivateur pour son lait alors qu'elle prend 10 sous au consommateur. Cela paraît une anomalie qui intéresse *toutes les régions* avoisinantes de Montréal où cette compagnie est installée.

36.—La chambre intercorporative A qui soumettra-t-on le cas ? Qui se chargera de régulariser cette fausse situation ? Nous en arrivons à un organisme vital du système : *le Conseil national des corporations* (chambre intercorporative) ou Haute Chambre Corporative, peu importe le nom. Il se compose de délégués élus par toutes les corporations, patrons et ouvriers. On lui soumet le cas de la Dominion's Milk. L'on fait enquête. On découvre que cette compagnie paie ses directeurs 40 000 dollars par année, qu'elle encaisse des profits fabuleux et que son actif porte un capital mouillé de 2 millions de dollars inutiles à l'entreprise. Le Conseil national soumet un projet de loi à la Chambre des Communes pour remédier à ces abus en même temps que le prix du lait est fixé

à 5 sous au bénéfice du cultivateur. Les délégués du commerce au détail obtiendront aussitôt que leur profit soit porté à 33% et leurs employés pourront toucher le salaire raisonnable de $10 ou $15 par semaine. Cette mesure n'est plus un palliatif temporaire et isolé. Marchands, employés, cultivateurs, tous se déclarent satisfaits. Le peuple s'est protégé lui-même par un organisme qui systématiquement veille à ses intérêts en les orientant au bien de la société entière. Une difficulté apparemment insoluble a été réglée en moins de temps peut-être qu'il n'en faut pour l'exposer.

Passons à un problème d'un autre ordre où pourra figurer la grande industrie.

37.—La grande industrie Les Patrons et les Ouvriers de l'industrie de l'Imprimerie signent à Montréal ce que l'on appelle un contrat collectif de travail, qui normalement vient en force après trente jours quand il a été ratifié par les autorités provinciales. Ce contrat doit affecter les imprimeurs des régions

avoisinantes jusqu'à cent milles de la Métropole. Les conditions économiques ne sont pas les mêmes à Laprairie, à St-Hyacinthe ou à St-Jean qu'à Montréal. Les protestations suivent de près la publication du contrat et voilà toute une nuée de délégations qui se mettent en route pour Québec à l'assaut du Premier Ministre et du Ministre du travail.

38.—L'Etat « surchargé » Le Premier Ministre débordé par son travail d'administration ne peut suffire à les recevoir. Certaines délégations doivent attendre plusieurs jours dans la ville de Champlain. D'autre part le Ministre du travail ne peut être un spécialiste de toutes les industries. Comment pourrait-il apporter une solution éclairée à ce problème, s'il est en même temps assiégé par des délégués de l'industrie du meuble, de la pâte à papier, que sais-je encore ? La question est complexe. Si le tarif des salaires est trop élevé à Montréal, les travaux d'imprimerie prendront le chemin de Toronto ou d'Ottawa, s'il est trop bas à Laprairie ou à Saint-Jean, le même cas se

pose autrement, etc. Les potins politiques font leur chemin. Les journaux s'indignent. Et la question reste en suspens au détriment de l'ouvrier et de l'industrie elle-même.

Qui trouvera une solution à cette énigme ? Pourquoi la meilleure proposition demeurera-t-elle encore insuffisante en dépit du bon vouloir de tous les intéressés ? Parce qu'il n'y a pas de système. Parce que l'industrie est livrée au hasard des circonstances et des contingences économiques. Parce que selon l'idée émise par le Souverain Pontife, l'Etat est surchargé de problèmes pour lesquels il manque de temps et de la compétence des spécialistes industriels. Parce que les intérêts des métiers et des professions, comme le note encore le Pape, devraient être remis aux mains des intéressés.

39.—Conclusions synthétiques Tirons quelques conclusions de ces données analytiques.

L'on ne saurait trop admirer l'économie de cette vaste organisation, en même temps que cette sagesse, cette prévoyance

qui fait à la fois la part de la fragilité de l'homme et des exigences idéales de sa nature spirituelle. Elle tempère la liberté d'une louable contrainte en vue du bien général. Aux différents échelons du système entier, corporation, chambre régionale, conseil national ou économique, employeurs et employés surveillent leurs intérêts respectifs et s'unissent pour le progrès de toute l'industrie. Les ambitions des forts et des puissants sont modérées, par les représentations des plus faibles renforcés du prestige de l'association. Tous les avantages de la liberté, progrès, initiative, moins les inconvénients de la licence, pierre d'achoppement du libéralisme économique. L'économie régularisée, systématisée mieux qu'en U. R. S. S., respectant en même temps pour l'individu, son droit intangible de posséder et de s'associer selon les instincts propres de sa nature. A la base du système, l'élément intérêt qui en informe pour ainsi dire tous les rouages. Pas de fonctionarisme ou de bureaucratie qui ne réponde de son administration qu'à des chefs lointains trop souvent gâtés par l'esprit de parti, ou

corrompus par le trafic éhonté des consciences comme en Russie soviétique. Ici, les délégués rendent compte de leurs actes directement à ceux qui les ont élus et dont ils perçoivent leur salaire ou gratification. (Entre parenthèses, ces salaires seront tirés comme dans les comités conjoints actuels à un taux par exemple de ½ de 1% sur les affaires des patrons et les salaires des ouvriers). En résumé l'industrie dirigée et réglementée par les industriels, le commerce par les commerçants, les professions par des professionnels selon le mode le plus naturel et le plus humain.

40.—Véritable démocratie Par le Corporatisme ainsi conçu, le peuple prendra réellement la part qui lui revient dans l'administration de la chose publique. Il ne sera plus tenu à l'écart du Pouvoir. N'est-ce pas là, comme le faisait naguère remarquer le Chancelier Dolfuss, de la véritable démocratie, du véritable gouvernement par le peuple «comparé à l'illusion d'un droit électoral mal compris ?» Le Corporatisme deviendra du moins un organisme capable de suppléer aux insuf-

fisances de nos démocraties actuelles. Que peut en effet signifier pour les industries et les professions, un représentant que l'on choisit au hasard parce qu'il incarne tel ou tel parti ? Payé par l'Etat, il devient le mandataire de l'Economie comme du bien-être social. Il suffit pour s'en convaincre de prêter l'oreille à certains discours électoraux, toujours les mêmes, qui nous promettent la cessation du chômage, des lois de pensions ou d'assistance maternelle, des ponts, des chemins, etc. On lira également certains comptes rendus de sessions où tant de discours hélas ! ne sont destinés qu'à émouvoir l'opinion en vue des prochaines luttes électorales. Qui se préoccupe dans ces assemblées, des problèmes autrement sérieux de la vie économique ? Quel est le nombre de ceux qui prennent intérêt, avec quelque sentiment patriotique, à la vie industrielle, financière et commerciale du pays, au vote d'un budget par exemple conforme aux ressources ou aux revenus nationaux ?

Combien toutes les professions, partant, la société entière jouiraient d'une plus

saine administration par ce conseil intercorporatif tenant lieu de chambre économique, formé d'experts élus au sein des corporations industrielles et commerciales ! Comme la chambre des députés y gagnerait elle-même d'être mieux suivie, jugée ou éclairée par ces spécialistes sans cesse en mesure de renseigner le peuple sur l'administration de ses représentants ! Que de lois bienfaisantes y pourraient être étudiées, suggérées pour le contrôle de l'industrie, pour offrir des marchés avantageux au commerce, parer aux abus des puissances d'argent. Quelle école d'éducation pour fournir au pays les législateurs éclairés dont il a tant besoin, que ce conseil devenu, selon l'idée de Mussolini, le cerveau qui pense et inspire les décrets de l'Etat ! Nous y reviendrons plus longuement dans notre seconde partie.

Nous demandons-nous en présence d'un si bel idéal s'il résisterait à l'épreuve de l'expérience, s'il est réalisable dans l'ordre concret, la réponse est facile puisqu'il est déjà réalisé.

CHAPITRE CINQUIÈME

Les réalisations

41.—Idéal réalisé Le Corporatisme est en honneur surtout en Europe. Nombre de pays possèdent déjà leur organisation corporative, adaptée à leur mentalité propre. L'Italie avec la nuance fasciste, l'Allemagne, frappée à l'effigie naziste. Le Portugal s'est aussi donné une organisation corporative authentique. La Suisse, la Hollande sont en voie d'en parfaire la systématisation définitive. Serons-nous les derniers, nous de la Province de Québec, le pays le plus catholique du monde, à nous rendre à l'appel pressant du Souverain Pontife en vue de sauver l'Eglise et la Société du péril bolchévique par des éléments d'ordre, de discipline et de paix !

42.—Diverses législations Quelques textes tirés des différentes législations confirmeront le bien fondé des principes corporatifs que nous avons tâché de mettre en lumière.

43.—Rôle de la Haute Chambre de commerce Voici aux termes de l'article 35 de la loi de 1926, le rôle de la Haute Chambre de commerce au Grand Duché de Luxembourg.

« La Chambre a le droit de faire des propositions au Gouvernement que ce dernier doit examiner et soumettre à la Chambre des députés, lorsque leur objet rentre dans la compétence de celle-ci.

« Pour toutes les lois et tous les arrêtés ministériels et grand-ducaux concernant particulièrement les professions ressortissant de la Chambre de commerce, l'avis de la Chambre de commerce doit être demandé.

« Elle donne son avis sur le budget du commerce et de l'industrie à soumettre

aux délibérations de la Chambre des députés.

« Elle présente ses observations à la Chambre des députés sur l'emploi des crédits du budget de l'Etat alloués pour les exercices écoulés dans l'intérêt du commerce et donne son avis sur les nouvelles allocations à proposer pour l'exercice suivant. »

Et l'article se continue dans le même esprit corporatif que nous avons défini précédemment.

Lisons au sujet du projet d'organisation corporative dont l'Autriche n'a pu malheureusement bénéficier, ce commentaire particulièrement significatif du Chancelier Dolfuss.

44.—Complément de la démocratie

« Avec la Constitution nouvelle se trouve créé le cadre de la remise en ordre de notre vie publique sur la base de l'organisation corporative naturelle du peuple. Tous les éléments populaires auront ainsi la possibilité de collaborer

directement aux travaux législatifs ; mais ils auront en même temps la possibilité de se développer en corps autonomes, et de s'assurer ainsi des droits organiques bien plus précieux et d'avoir sur les affaires publiques une influence beaucoup plus grande que celle qu'a jamais pu leur offrir une démocratie formelle, issue d'un droit électoral mal compris. Autant il est nécessaire que l'Etat rassemble toutes les forces, afin d'assurer la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur, et munisse le Gouvernement, représentant de la collectivité, de tous les pouvoirs nécessaires, autant il est, d'autre part, indispensable d'assurer le développement de l'autonomie naturelle des corporations, afin d'établir un lien vivant entre les corporations et l'Etat et de substituer au mécontentement général qui règne d'habitude dans l'Etat dit « moderne, » la satisfaction et la joie d'être dans la collectivité organique de l'Etat. »

Tels sont clairement définis en termes de législation les avantages mentionnés déjà au point de vue démocratique du système corporatif.

45.—Rôle de l'Etat (son insuffisance actuelle) Nous trouvons dans le projet suisse en date de mai 1933, un texte précis sur le rôle de l'Etat.

« L'Etat doit respecter les groupements naturels, leur laisser la liberté d'agir, dans le cadre de leurs activités propres, et non pas se substituer à eux. »

« Entre l'Etat, gérant de l'intérêt général, et les organisations corporatives, il convient d'établir et maintenir de justes relations d'indépendance. C'est dans cette intention que notre projet donne à l'Etat le pouvoir de vérifier si la réglementation adoptée et les décisions qui obligent toute la profession concordent avec l'intérêt général. Cette constatation faite, les règles adoptées par la corporation auront un caractère obligatoire ; la contrainte publique sera mise au service de la liberté professionnelle. De cette manière, l'organisation professionnelle déchargera l'Etat de nombreuses tâches qui pèsent actuellement sur lui, mais sans l'absorber, ni l'affaiblir, tout au contraire, en le perfectionnant et en le fortifiant. »

Remarquons le texte déjà commenté : « De cette manière, l'organisation professionnelle déchargera l'Etat de nombreuses tâches qui pèsent actuellement sur lui. »

Mais c'est dans la constitution portugaise que nous trouvons les lignes vraiment essentielles du système corporatif. Voici en résumé le texte relatif à la chambre corporative :

« Pour couronner l'organisation corporative de la nation, la Constitution prévoit l'institution, à côté de l'Assemblée nationale aux fonctions essentiellement politiques, d'une Chambre corporative qui représentera, d'une manière à déterminer par la loi, tous les grands intérêts administratifs, moraux, culturels et économiques du pays.

« Cette Chambre fera rapport et donnera avis écrit sur tous les projets et toutes les propositions de loi dont l'Assemblée nationale aura été saisie. Celle-ci n'ouvrira aucun débat avant d'avoir recueilli sur la matière l'opinion de la Chambre corporative.

« La Chambre corporative siège durant

toute la session de l'Assemblée par sections spécialisées. Si la matière en délibération le réclame, le projet ou la proposition sera émise ou plutôt soumise à l'examen de deux ou plusieurs sections réunies, ou à la Chambre siégeant en assemblée plénière. »

Et au sujet de la corporation elle-même :

« C'est dans son sein que se rencontrent et s'unissent, dans une commune et étroite collaboration, les organisations parallèles des employeurs et des employés, que se concilient et s'harmonisent les vues et les intérêts divergents du capital et du travail qui, à s'isoler et s'ignorer, ne peuvent aboutir qu'à une stérile et ruineuse lutte des classes. » [1]

Le corporatisme a donc reçu d'heureuses applications dans nombre de pays, (nous n'avons mentionné que les principaux).

---

1. On trouvera ces textes de législature judicieusement commentés dans : *Essais d'organisation corporative,* par le R. P. Albert Muller, S. J.

Au Canada, en particulier dans la province de Québec, peut-on espérer que l'organisation corporative devienne possible dans un avenir assez rapproché ? M. Esdras Minville dans une étude bien documentée tend à démontrer qu'il serait plus aisément instauré d'abord dans Québec. A notre avis il pourrait s'étendre par la suite, l'expérience faite de son efficacité, à tout le Canada.

46.—Dans Québec Le peuple réclame du changement — certains réclament une révolution ; tous désirent une évolution dans l'économie devenue insuffisante aux besoins modernes.

Quoi qu'il en soit ne possédons-nous pas dans Québec tous les embryons d'une véritable organisation corporative ?

Nous avons des chambres professionnelles de médecins, d'avocats, calquées en tous points sur le corporatisme intégral. Dans beaucoup d'industries, ces associations de patrons, ces syndicats d'ouvriers qui s'engagent par contrats collectifs ayant force de loi, c'est encore du corporatisme. Ce qui faisait écrire à Paul Chanson dans

SEPT en date du 15 mars 1935 : « Le contrat collectif en vigueur dans la Province de Québec, après l'homologation des pouvoirs publics, constitue la charte de travail — officiellement consacrée, obligatoire par conséquent — de tout le corps d'Etat professionnel ; c'est du La Tour du Pin « cent pour cent » comme on dit aujourd'hui. »

47.—Conclusion Il nous resterait donc à systématiser chez nous (et c'est énorme) les éléments embryonnaires de cet organisme si hautement apprécié par le Souverain Pontife. Il nous reste à éduquer, à instruire, à travailler l'opinion publique. Nous devons encourager les groupements qui modèlent de plus en plus leurs associations sur l'idéal corporatif et au besoin susciter de nouvelles initiatives. Et nous pouvons espérer que le jour où ces groupements seront en nombre et en force, qu'un courant d'opinion favorable forcera l'adhésion de nos gouvernants, tout le reste de l'organisation surgira de lui-même pour couronner et parachever cette merveilleuse institution d'un système corporatif au sein de la démocratie.

Conclusion de la Première Partie

48.—Résumé Nous avons répondu à notre question : *A qui le Pouvoir ?* Nous avons démontré que la société y participerait efficacement par le corporatisme, complément nécessaire de la démocratie.

Nous avons fondé cette conclusion sur des principes corroborés par l'expérience.

L'économie doit être organisée en fonction de l'homme « Animal raisonnable »; sa raison postule une certaine liberté modérée par une juste contrainte que nécessitent les passions de son animalité.

La dictature communiste constitue pour la société une abdication de la raison humaine. L'expérience a confirmé la fausseté des principes.

Le libéralisme économique qui a abandonné le Pouvoir en faveur des individus a occasionné un autre genre de dictature : celle du capital. Son histoire nous a encore prouvé ses erreurs fondamentales.

Le système idéal qui coordonne la liberté et la contrainte dans une harmonie parfaite, c'est le corporatisme. Nous l'avons démontré pour tous les rouages de son organisme capable de s'adapter aux diverses contingences de la vie économique. Le corporatisme serait la force et le salut de la démocratie. [1]

Cependant le corporatisme ne parviendra à ses fins que si le Pouvoir est libre vis-à-vis des puissances d'argent. Actuellement il ne l'est pas. C'est le sujet de notre seconde partie. Nous posons la question. *A qui l'argent ?*

---

1. Cette conclusion n'exclut pas la notion d'un Pouvoir ferme, autoritaire, dont les fonctions seraient de « *diriger, surveiller, stimuler, contenir,* selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité » (*Quadragesimo Anno*). A ce compte, l'Etat pourrait favoriser considérablement l'organisation corporative. L'autorité d'un roi ou d'un chef d'Etat intelligent et ferme est toujours désirable pour une nation. Mais comme ce chef idéal se présente plutôt rarement et qu'il comporte le danger d'une dictature préjudiciable à la liberté individuelle, l'Economie doit être organisée de manière à assurer à l'avance la liberté sociale modérée par une sage contrainte que nécessite le bien commun.

SECONDE PARTIE

A qui l'argent?

CHAPITRE SIXIÈME

Le problème

49.—Le problème : la production n'est plus en rapport avec la monnaie

Ce qui caractérise l'époque où nous vivons c'est une crise de production doublée d'une crise monétaire. La production n'est plus en rapport avec la monnaie. Nous n'avons pas assez d'argent pour acheter ce que l'industrie est en mesure de produire. La première question qui se pose est donc celle-ci. Où est l'argent ? Et conséquemment, s'il n'est pas où il devrait être, *A qui l'argent ?* A qui appartient la monnaie afin qu'elle soit rendue à son véritable maître ? Nous répondons encore : « la monnaie appartient au Roi, » c'est-à-dire au peuple que le « pouvoir » représente. C'est un bien de la société. Et nous croyons que le pays doit ré-

clamer son bien. Il est temps que le peuple s'instruise, se forme une opinion ou mieux une conviction. C'est ce que nous allons démontrer.

50.—Deux causes Nous avons dit que la monnaie n'est plus ajustée à la production. Comment cela s'est-il produit ? Quelle est la cause de cet événement gros de conséquences qui frappe en plein cœur cette première période du XXe siècle. Il en existe deux principales, je dirais radicales, c'est-à-dire à la racine même du problème et dont les autres découlent.

51.—La machine, première cause de surproduction La première, c'est la machine. Le machinisme a pris notre civilisation par surprise. Elle ne s'y attendait pas. Elle en est restée comme désemparée et cherche encore son guide, sa boussole. Elle cherche le nord. Elle est en voie de s'orienter. La machine a produit et peut produire (on ne peut dire jusqu'à quelle limite) des résultats fantastiques.

« La turbine, a écrit M. Frank Art. Wright, rend en un jour, en énergie, neuf millions de fois autant qu'un homme. Quatre de ces turbines auraient une plus grande capacité d'énergie que toute la population ouvrière adulte des Etats-Unis. » Il paraît que l'exploitation scientifique des forces hydrauliques en est encore à son enfance. Que sera-ce quand se réalisera le rêve de nos savants d'exploiter l'énergie de l'atome ? Nous n'avons d'ailleurs qu'à ouvrir les yeux, qu'à observer autour de nous. Pendant les quatre années qui ont précédé la crise économique actuelle, écrit M. A. I. Caldwell, la production du Canada s'est accrue, dit-on, de 54%. L'Angleterre, les Etats-Unis et la Russie enregistrent un progrès aussi phénoménal. Un rapport publié aux Etats-Unis « Recent Social trade » constate : « Il n'y a pas eu d'extension dans les surfaces en culture depuis quinze ans... et cependant la production a augmenté d'environ 50% depuis le commencement du siècle. Un agriculteur peut maintenant fournir la nourriture pour lui-même et sa famille (de quatre) pour douze Améri-

cains ne demeurant pas sur des fermes et deux personnes hors du pays, soit un total de 18 personnes. »

Or, note M. A. I. Caldwell, 97% de notre puissance actuelle sont le fruit du développement opéré depuis 1900.

Tout cela à cause de quoi ? La machine. Un ouvrier m'expliquait récemment comment aux usines d'East Angus, quelques hommes munis d'instruments perfectionnés ont remplacé près d'un millier de travailleurs préposés au peinturage des trains. Tous, nous avons vu de nos yeux de ces faits renversants. Mais cet ouvrier, et cela devient inquiétant, se déclarait prêt à aller briser de ses mains cette machine qui lui enlevait son pain de chaque jour. Et il aurait raison s'il n'existait quelque solution plus pacifique. Et qui sait si un jour il ne le fera pas si personne ne s'occupe de mettre à exécution les solutions logiques qui s'imposent.

52.—Conclusion Nous concluons donc qu'en l'an 1938 la monnaie n'est plus proportionnée à la production en

premier lieu parce qu'au cours de ce premier tiers de siècle la machine a surproduit.

53.—Si la machine a « payé » où est la monnaie?

Pourtant, dirions-nous, si la machine a surproduit, elle a dû «payer.» Elle a dû devenir une source de richesses. Où est l'argent, où est la monnaie ? Nous allons tâcher de découvrir la seconde cause indirecte de *surproduction.* La monnaie nous fait défaut. — Qu'a-t-on fait de notre richesse ?

54.—La guerre ?

Peut-être l'avons-nous gaspillée à la guerre, à nous battre, à nous entre-détruire ? Et qu'elle se serait évanouie en fumée ou en projectiles dont les débris jonchent encore les champs de bataille. Les peuples auraient-ils joué ce jeu terrible de tirer au canon toutes nos réserves monétaires ?

55.—Inconséquence

Sans doute la guerre a coûté cher aux nations, mais il paraît que « depuis 1914 jusque vers 1920, l'émission des billets de banques

privés et la création des dépôts bancaires ont l'une et l'autre plus que doublé. Richesse détruite, monnaie créée. » Plus on dépense plus on est riche et malgré tout nous n'avons pas d'argent pour acheter la surproduction fournie par la machine.

56.—Erreur de principe ? Ses conséquences

Encore un coup où est la monnaie ? Quelque vice de principe se serait-il glissé dans notre système monétaire pour qu'on en arrive à d'aussi ridicules conclusions ? Nous n'ignorons pas les conséquences d'une erreur de principe. Les mathématiciens en savent quelque chose quand, ayant posé une équation vicieuse au début d'un problème, ils en arriveront après une nuit de travail à des chiffres effarants si disproportionnés avec la réalité, qu'il ne resterait plus qu'à « crever de rire » comme on dit dans notre littérature ultra-moderne (n'est-ce pas l'image de notre situation monétaire ?) Une erreur de principe sur le droit de propriété a déjà coûté la vie de millions d'hommes au cours de diverses révolutions.

CHAPITRE SEPTIÈME

Les principes

57.—Les vrais principes, par l'analyse

Avant donc de recourir aux faits concrets, tâchons de découvrir les principes qui doivent servir de base à tout système monétaire vraiment conforme aux besoins de l'homme et de la société. Nous reprenons notre méthode d'analyse. La question au premier abord paraît tellement enchevêtrée qu'il faudrait renoncer à en comprendre le premier mot ou du moins à l'embrasser dans son ensemble, sans faire appel à un système simplifié que j'appellerai « liliputien », pour rappeler ce petit peuple imaginaire de la légende de Gulliver.

58.—Méthode « liliputienne »

Trois hommes firent un jour naufrage sur une île déserte depuis longtemps inhabitée du nom de « Liliput. »

59.—Problème de l'abri, de la nourriture et du vêtement

Sans biens ni autres ressources que leurs bras, ils se posent aussitôt le problème de l'abri, de la nourriture et du vêtement choses essentielles à la vie. Ils s'improvisent des cabanes des débris de leurs barques. L'un d'eux découvre peu après les vestiges d'un champ de blé, l'autre une certaine quantité d'arbres dont les fruits ressemblent à nos pommes et le troisième une plante semblable au lin dont la filasse lui servira à tisser un vêtement convenable mais de peu de durée.

Ils réussissent ainsi à faire provision disons de trente pains, de cent vingt pommes et de trois vêtements. Le partage en parts égales distribuera 10 pains, 40 pommes et 1 vêtement. Que chacun consomme 1 pain, 4 pommes par jour, et supposant que leur vêtement de filasse commune ne puisse résister que dix jours, toute leur richesse sera consommée au bout de ce laps de temps.

60.—Système monétaire En prévision d'une plus grande production future, nos Liliputiens décident pour plus de commodité d'établir un système d'échange, vu qu'il deviendra difficile par exemple d'apprécier la valeur d'une pomme par rapport à un vêtement. Ils ont découvert le principe de la monnaie. Comme les rivages de leur île abondent en carcasses de requins, ils optent de concert en faveur des dents de requins (je fais remarquer au passage qu'en réalité les dents de requin furent jadis utilisées comme monnaie courante).

Une pomme, la plus petite quantité parmi leurs produits, servira d'unité de mesure et sera représentée par une dent de requin. Le partage de la monnaie se fait donc comme suit :

61.—Le partage en parts égales Celui qui possède 80 pommes à offrir sur le marché (il en consomme lui-même 40) reçoit 80 dents de requin. (Ces dents sont marquées d'un signe spécial pour les distinguer comme monnaie cou-

rante). Les 80 dents du fruitier représentent donc tout le marché de fruits de nos naufragés pour ces dix jours. Le « boulanger » qui possède le marché du pain reçoit aussi 80 dents. Un pain devra se vendre 4 pommes c'est-à-dire 4 dents de requin (80 pommes = 20 pains). Le tailleur recevra 80 dents chacun de ses vêtements se vendant en conséquence 40 pommes ou 40 dents.

Leur système monétaire est parfait. La monnaie est proportionnée à la production. Les prix sont justes. (Un vêtement pouvant durer dix jours est d'une valeur égale à 40 pommes pour le même temps : les deux sont de même nécessité). A la fin du cycle, ils se sont partagé leurs biens, chacun demeurant avec sa fortune de 80 dents de requin, et leurs produits sont consommés. (Le fruitier a vendu 40 pommes pour se procurer un vêtement, 40 pommes pour sa provision de pains (10). Il en a consommé 40 ; les autres de même.)

62.—But d'un système monétaire

Le but d'un système monétaire est donc de mesurer la valeur

des produits au moyen d'une unité fixe et et d'en faciliter la distribution.

Supposons qu'au cours d'un deuxième cycle de 10 jours, nos hommes mettent sur le marché exactement le double des produits du cycle précédent :

le fruitier : 160 pommes
le boulanger : 40 pains
le tailleur: : 4 vêtements

Les transactions demeurent les mêmes qu'au premier cycle, chacun utilisant ses 80 dents de requin pour se procurer ce qui lui manque sur le marché. Après ces dix jours ils ont dépensé leur avoir et remarquent que la moitié de leurs produits sont restés invendus. Ils s'écrient en chœur : « Surproduction. » Et l'un d'eux s'apprête à jeter ces produits à la mer, je suppose, comme on a fait pour notre blé quand les milliers d'hommes souffraient de la faim. Mais ils se ravisent. Ils émettent simplement le double de la monnaie et tous leurs produits s'échangeront dans un ordre parfait comme au premier cycle.

63.—2e principe : la monnaie doit être mesurée à la production

On conclut donc que la monnaie doit être distribuée en fonction de la production et mesurée par elle.

Dans l'hypothèse où ils eussent augmenté la valeur de leur monnaie du double (1 dent de requin valant deux pommes) le résultat eût été le même. Avec le même argent ils se fussent distribué leurs produits dans la même proportion.

On remarquera cependant que les prix auraient diminué de moitié. (1 pomme = ½ dent de requin)

64.—3e principe : les prix des produits varient en proportion d'une hausse ou d'une baisse dans la valeur de la monnaie

Retenons cette loi au passage : quand la monnaie augmente de valeur, les prix baissent dans la même proportion. Elle nous aidera à démêler des problèmes plus complexes.

Nos insulaires sont plus avisés ; ils raisonnent ainsi : la monnaie est une mesure comme la verge de trois pieds que nous

utilisions dans notre pays. Il ne faut pas que cette verge varie tantôt à quatre, tantôt à trois pieds. Le problème en deviendra trop complexe quand nous produirons davantage. Nous ne réussirons jamais à mesurer la valeur de nos épargnes si la monnaie est sujette à variations. Il en résultera de plus maintes confusions si de quelque autre île nous viennent des habitants pour commencer avec nous. (Nous réaliserons plus loin comme ils avaient doublement raison).

65.—4e principe : La monnaie doit demeurer à « un cours fixe »

Conclusion : la monnaie, par essence et définition, mesure des produits ne doit jamais varier en valeur : elle doit être à un cours fixe comme on dit en langage technique. Poursuivons nos expériences.

66.—Inflation monétaire

Supposons qu'au cours d'un troisième cycle de 10 jours, nos Liliputiens, immobilisés par des tempêtes, reviennent à leur

production première, c'est-à-dire la moitié du cycle précédent :

20 pains
80 pommes
2 vêtements

Or, la monnaie en cours se trouve pour chacun de 160 dents de requin. Ils possèdent trop de monnaie pour leur production. Il se produit à Liliput ce que l'on appelle de l'« inflation monétaire. » Comment régler ce nouveau cas. Il nous sera utile concrètement. Il est plus aisé paraît-il d'émettre de l'argent en circulation que de le retirer.

67.—Comment se régularise l'inflation monétaire

La solution est simple. Ils utilisent la monnaie nécessaire à leurs achats et, dès le cycle suivant où la production prendra son cours normal, ils bénéficieront du surplus sans avoir recours à une nouvelle émission.

Notons le principe : l'inflation monétaire accidentelle se corrige aisément quand, par cycles déterminés, la monnaie est émise proportionnellement à la production.

La vie économique de nos Liliputiens va se trouver désormais troublée par un événement imprévu. Ils reçoivent la visite d'habitants d'une île voisine qui fort heureusement se sont sauvés du même naufrage qu'eux. Ils ne tarderont pas à en venir à des pourparlers économiques. Par un heureux hasard fondé sans doute sur des besoins humains et des circonstances identiques, ils ont établi le même système d'échange qu'à Liliput. Seulement, ils ont découvert dans leur île une vaste étendue de terrain fertile en tabac et seraient anxieux d'échanger leurs produits pour la nourriture ou le vêtement dont ils ne peuvent suffisamment s'approvisionner. Le commerce international est institué.

68.—Commerce international

Nos Liliputiens se mettent à l'œuvre, découvrent de nouvelles méthodes de travail et réussissent à augmenter de 4 fois leur rendement primitif.

En dix jours ils offrent sur le marché :

80 pains
320 pommes
8 vêtements

Supposant qu'ils en retiennent le quart pour leur propre consommation, ils pourront vendre aux habitants de l'île voisine, appelons la Mildendo (nom tiré de la légende de Gulliver) une production de :

60 pains
240 pommes
6 vêtements

une valeur totale de 720 dents de requin.

Ils exportent leur surproduction et en reçoivent en retour 720 dents de requin qui ont même valeur comparative d'échange que sur leur île. Ils en importent pour 360 dents de tabac et déposent à l'Epargne 360 dents de leur surplus.

Leur bilan se lirait comme suit :

Exportations	720
Importations	360
Surplus	360

69.—Capital sain Remarquons que ces 360 représentent réellement des produits c'est-à-dire du travail pour arracher à la terre ce qu'elle offre à nos

besoins. Leurs épargnes constituent un *capital sain.*

70.—Fondation d'une banque Ils confient ce capital à l'un d'entre eux qui s'est construit un solide enfoncement dans le roc, à l'abri des intempéries (les voleurs n'existent pas encore).

Au cours des vingt cycles suivants où le commerce s'est opéré dans la même proportion, notre nouveau banquier a accumulé 7200 dents de monnaie parfaitement saine.

Il recevra bientôt la visite d'un ami de l'île de Mildendo qui a conçu de vastes projets. Celui-ci organiserait une industrie destinée à fournir des cigarettes, produit fort populaire, mais il manque d'argent. Son projet nécessiterait d'après ses calculs un emprunt de 57 600 dents de requin.

71.—Première transaction Le banquier se « gratte la tête » comme on dit et se découvre une idée géniale. Mes compagnons, pense-t-il, ne viennent pas

souvent demander leurs épargnes ou du moins ne les réclameront pas tous en même temps. « Je vais te fournir, dit-il à son ami, ce que tu me demandes et voici de quelle manière. Je fais des billets de différents montants : 10, 50, 100 dents de requins pour une somme égale à 4 fois celle que je possède c'est-à-dire 28 800 de monnaie. J'écris sur chacun : « paiera au porteur sur demande » (formule que vous remarquerez sur vos dollars en porte-monnaie). C'est mon encaisse. Je te prête, garanti par ton installation ou ta propriété et ta production future, le double de cette monnaie c'est-à-dire le montant que tu réclames 57 600. »

72.—Le Billet Tu me devras sur cette garantie assez aléatoire 10% d'intérêt. Signe-moi ce que j'appellerai un billet. *A trente cycles de cette date* (300 *jours*) *je promets payer à la Banque de Liliput la somme de* 57 600 *dents de requin pour valeur reçue.*

Intérêt à 10% Garanti par ma propriété et mon installation future.

73.—Le Chèque Notre nouveau banquier remet à l'habitant de Mildendo un certain nombre de feuilles avec l'indication : *payez à l'ordre de...* et lui déclare : « J'attendrai vos ordres. Chaque fois que vous m'en aviserez, je verserai de la monnaie au bénéficiaire de votre chèque selon le montant indiqué. »

74.—La Charte Le banquier, inquiet de cette transaction, consulte ses compagnons qui, peu attentifs aux conséquences, déclarent l'idée ingénieuse et l'approuvent. Il leur a d'ailleurs promis une légère rémunération. Ils ont accordé à un particulier une charte de banque : le principe est admis. Le banquier peut agir en toute sécurité ; le peuple l'a voulu.

75.—A l'image de notre système monétaire Notons que la transaction s'est opérée à l'image de notre système monétaire actuel : ce montant de 7 200 représente une valeur réelle : notre garantie-or ; l'émission monétaire de 28 800 repose sur ce 25% d'or ; le prêt par billet sur propriété ou production peut dé-

passer de quatre, cinq ou même dix fois le montant de la monnaie en cours. On a baclé la transaction par simple entrée dans les livres. Nos banquiers sont de bonne foi, ils ont obtenu l'autorisation du peuple. Ils possèdent une charte.

76.—Erreurs au point de départ Nos Liliputiens eux ont commis plusieurs erreurs graves. Nous avons prouvé précédemment que la monnaie doit être proportionnée à la production et au travail. Or, ils ont émis un montant de 57 600 pour 7 200 seulement représentant du travail réel, de la production réelle. En effet le banquier qui compte sur les dépôts futurs de ses compagnons pour multiplier toujours sa monnaie par quatre, s'est engagé à payer sur l'ordre de l'industriel de Mildendo 57 600 de monnaie. Il suffira à nos insulaires de présenter un chèque dûment signé à la banque pour en obtenir de l'argent. De plus, ils ont admis ce principe de laisser un particulier tirer profit des biens du peuple. En effet le 7 200 de monnaie primitive représente véritablement du

travail de nos insulaires. Ce capital de la petite société devait fructifier en toute justice en faveur de la société. « *Res fructificat domino,* » axiome d'élémentaire équité. C'est tout le contraire qui va se produire.

77.—Profits sans risques correspondants

Le banquier de Liliput, pour avoir griffonné quelques papiers et inscrit des entrées dans ses livres recevra 5 760 d'intérêt, montant correspondant à des épargnes accumulées par 160 jours de travail de la petite société. (5 760 ÷ 360 d'épargne en dix jours = 16 cycles, soit 160 jours). Personnellement, si l'industrie ne va pas, il ne risquerait que ses épargnes si encore il les dépose à sa banque. Il a reçu le pouvoir de prêter huit fois la valeur des dépôts du peuple et de bénéficier des intérêts.

Revenons à notre emprunteur désormais bien pourvu de capital.

78.—L'industrie en marche

A Mildendo, grande activité industrielle. De la population de 12 habitants 6 suffisent à pourvoir l'île du nécessaire.

Leurs ventes de tabac brut leur rapportent en retour les aliments nécessaires qui leur font défaut. Notre industriel embauche les 5 autres à son entreprise. Il emploie 5 hommes durant trente jours pour un salaire de 12 dents de requin par jour (la valeur de 3 pains que produit notre boulanger). En trente jours il leur a versé par chèques 1 800 de monnaie qu'ils ont réclamée de la banque.

Son installation terminée, il exploite son industrie durant les 30 cycles suivants. Il déboursera en ces dix mois, dix fois le montant du premier mois, c'est-à-dire 18 000 de la monnaie courante.

Etablissons son bilan :

Sa production représente un total de 300 000 cig.

Ses dépenses :

Salaires d'installation	1 800
Salaires d'exploitation	18 000
Dépenses totales	19 800

(Le matériel, en très grande abondance dans l'île, n'a de valeur que par le travail qu'il coûte).

Notre industriel a fixé son prix de vente à 10 cigarettes pour 1 dent de requin (valeur d'une pomme).

S'il vend toute sa production, il recevra donc la somme de 30 000 en monnaie du pays.

Voici par comparaison le pouvoir d'achat des deux îles :

Celui de Mildendo correspondra au montant des salaires reçus : 19 800.

Celui de Liliput à son épargne pour les 31 cycles écoulés (à savoir 31 x 360) = 11 160.

Pouvoir d'achat global : 30 000 près.

Comme par hypothèse nos insulaires ont à mesure dépensé leur avoir en achats de cigarettes, notre industriel a perçu le montant de 30 000 dents de requin.

Revenu net de l'industriel : 30 000 de production — 19 800 de salaire. Il a réalisé 10 200 de profit. Il paye son intérêt au banquier 5 760 et remet 4 440 sur son capital.

Recettes du banquier :

79.—Conséquences d'une erreur de principe Notre banquier encaisse dès lors 10 200 pour une réserve de 7 200. Il en sera bientôt à un actif de 63 360 en plus de sa réserve en une seule transaction — *Money begets money* — selon le principe cher à Karl Marx.

Cependant la société a prospéré. Grâce à l'industriel et au banquier elle s'est même payé le luxe de l'usage du tabac. Personne ne se plaint. Nous entrons dans une phase nouvelle.

80.—La machine Durant ces trente cycles, notre industriel a occupé ses loisirs à fabriquer de petites machines semblables à celles qu'il a vues autrefois dans son pays et qui peuvent produire 15 000 cigarettes par jour ne nécessitant l'emploi que de trois ouvriers. Il se met à l'œuvre convaincu de réaliser des profits exorbitants avec un rendement 15 fois plus considérable et des dépenses réduites presque de moitié.

Après 60 jours il a produit 900 000 cigarettes.

Il a versé 2 160 dents en salaires : (3 ouvriers x 12 dents de salaire x 60 jours). *Le pouvoir d'achat* de la petite société correspond donc à ce moment aux montants suivants :

Six cycles d'épargnes de Liliput	2 160
Les salaires payés pour la production	2 160
Total :	4 320

81.—Le problème de la production en défaut de pouvoir d'achat

Le marché industriel représente un total de 90 000. On n'en pourra consommer que pour la somme de 4 320, pouvoir d'achat réel du peuple.

Il y a *surproduction* faute de demande sur le marché. Même si toute cette production pouvait être consommée comme c'est le cas dans notre société moderne, l'industrie devrait fermer ses portes faute d'argent pour en réaliser l'achat.

82.—La finance s'empare de l'industrie

De fait à Mildendo, l'industrie ne fonctionnera plus : crise de chômage. Le banquier qui a prêté

sur garantie s'en empare aussitôt en attendant que la roue commation-monnaie-production la remette en marche pour qu'il en réalise lui-même le profit en plus de son capital.

Conclusion :

A qui la faute ? Nous en revenons après ce long détour à notre conclusion initiale doublement prouvée : 1° A la machine d'abord qui a surproduit, sans distribuer au peuple un pouvoir d'achat correspondant.

2° Au peuple qui a permis à un particulier de spéculer sur ses biens à son profit personnel percevant les revenus sans même encourir les risques.

83.—Conclusions Eclairons davantage cette conclusion. La banque de Liliput est toute puissante. L'industrie lui appartient. Son bilan porte un actif de 63 360. Le peuple est réduit au chômage et à l'indigence. Il ne pourra plus se procurer de si tôt ce tabac sous toutes ses formes

qui faisait ses délices. Ne croyez pas que notre financier va se départir volontairement de cet argent pour le bien de la société. Le mobile intérêt est plus fort que toutes les lumières.

Comment nos Liliputiens se tireront-ils de cette impasse ? Ils n'y a pas de problème sans solution. Il suffit d'y réfléchir et de le vouloir.

84.—La solution : monnaie saine Nos Liliputiens ont convoqué un conseil d'Etat. Ils ont réalisé la situation ridicule du peuple et de l'industrie vis-à-vis de la finance. Ils font leur *mea culpa* et, personne n'étant encore trop attaché à des biens artificiels, ils décident que l'*économie* devra être orientée différemment par des principes plus rationnels.

85.—Banque d'Etat Désormais les épargnes ne seront prêtées qu'au consentement du conseil réuni des trois et les revenus en reviendront à tous

conjointement. L'argent de l'Etat profitera à l'Etat.

Ils réclament leur 7 200 d'épargne et disent adieu à cette monnaie « soufflée » à plusieurs fois sa valeur, cause de tous leurs déboires.

L'industriel de Mildendo désirerait pourtant 28 800 de monnaie pour poursuivre ses opérations.

Nos Liliputiens estiment ce placement de toute sécurité. Ils ont étudié le problème sous ses divers aspects, contrairement au financier qui ne risque que l'argent du peuple. Il s'agit pour eux de leur propre avoir. Ils consentent donc un prêt de 28 800 sur la production future et la propriété à 10% d'intérêt. Tout est normal et selon les règles du bon sens. L'intérêt en reviendra au trésor de l'Etat.

86.—Salaires augmentés

L'industrie reprend ses activités. Après 60 jours, la production a atteint le total de 900 000 cigarettes. L'Etat a ordonné

de quintupler les salaires afin d'augmenter le pouvoir d'achat du peuple.

Etablissons le bilan.

Production : 90 000	Dépenses (60 jours)	
	Salaires majorés	10 800
	Epargnes de Liliput	2 160
	Pouvoir d'achat	12 960

87.—Solution encore insuffisante Le marché porte encore (90 000 — 12 960) 77 040 en défaut de pouvoir d'achat. L'industrie devra-t-elle de nouveau fermer ses portes et le peuple manquer de travail ? La machine vient encore une fois troubler les calculs et anéantir les plus logiques prévisions.

88.—A qui la machine? Nouveau grand conseil de Liliput et de Mildendo. Comme en tous ces conseils, il est convenable qu'un orateur fasse valoir ses talents : « Cette machine dont nous avons tant à nous plaindre, s'exclame-t-il, à qui appartient-elle en toute vérité ? A l'industrie seule ou au peuple qui en a fourni

l'inventeur ou mieux les milliers d'inventeurs qui au cours des siècles, en perfectionnant leur savoir les uns les autres, ont réussi à nous munir d'un instrument si merveilleux qu'il peut produire, comme ces fameuses turbines que nous avons connues dans notre pays d'origine, une énergie égale à celle de 9 millions d'hommes. Est-il raisonnable qu'un seul homme, l'industriel, profite d'une invention qui a coûté à la société des siècles de génie et de travail ? Laissons donc à l'industriel son profit puisqu'il en a réalisé la fabrication. Et le surplus dont il n'a que faire, distribuons-le au peuple. »

89.—La solution parfaite

Tous approuvent ce raisonnement fort sensé. Et l'industriel se déclare très heureux que l'on fournisse au peuple le pouvoir d'achat qui représente l'excédent de production dû au « génie » de la machine. Son industrie en recevra sa part des profits légitimes qu'il perdrait autrement.

La banque des Etats réunis de Liliput et de Mildendo émet 77 040 (émission fon-

dée sur des biens réels : territoire, tabac, industrie) en monnaie véritable pour le cycle suivant, monnaie qu'elle distribuera au peuple selon le mode le plus convenable (travaux de capital) que nous définirons plus loin.

Bilan du cycle suivant (60 jours) :

Production 90 000	Pouvoir d'achat	
	Salaires	12 960
	Emission	77 040
	Consommation	90 000

La production est égale à la consommation. Le problème est définitivement résolu.

Bilan de l'industriel :

Production	90 000
Dépenses	12 960
Profit	77 040

Il remet son emprunt à l'Etat, 28 800 plus l'intérêt 2 880.

90.—Conclusion Conclusion : l'Etat s'est enrichi. Le peuple a vécu. Il a même joui d'un certain superflu. L'industrie a progressé. L'argent du peuple a

fructifié pour le peuple. Et celui-ci a bénéficié du génie des générations qui l'ont précédé. Nous reviendrons plus loin sur ces conclusions pour les éclairer davantage à la lumière de faits concrets indiscutables.

Avons-nous rêvé à Liliput et à Mildendo ? Nos hypothèses correspondent-elles à des faits réels et d'actualité ? Cette « philosophie » monétaire repose-t-elle sur une illusion ou sur des données empreintes du plus parfait réalisme ?

Passons à cet ordre des faits concrets et visibles qui eux ne trompent pas.

CHAPITRE HUITIÈME

Les faits

91.—Monnaie garantie sur l'or La première transaction importante qui s'est opérée à Liliput, comme nous l'avons vu, est celle du banquier qui émet 28 800 sur une garantie de 7 200 de monnaie « saine ». Le peuple a-t-il réellement concédé ce pouvoir à nos banques par des chartes qu'il leur a octroyées volontairement ? Les banques émettent-elles de l'argent sur une garantie-or correspondant à 25% de l'émission ?

92.—Loi du Dominion Sans aucun doute. La loi du Dominion autorisait naguère l'Etat à une émission de cinquante millions sur une garantie de douze millions et demi. Primitivement toute émission supplémentaire devait être gagée par de l'or. Mais en pratique depuis 25 ans, à la suite de différents arrêtés en conseil,

toute la monnaie du Dominion n'est garantie que par 25% d'or de la réserve de l'Etat. Or les billets de nos banques à charte n'ont pas « cours légal, » c'est-à-dire qu'ils sont échangeables pour des billets du Dominion et en conséquence garantis par leur intermédiaire sur la réserve de 25% or.

Cependant cette proportion de garantie n'a pas toujours été permanente, durant la guerre par exemple. On dit qu'aux Etats-Unis en 1929 la circulation monétaire dépassait soixante milliards avec une réserve d'à peu près cinq milliards.

93.—Principe inapplicable Pourquoi ce compromis avec la loi ? Par nécessité, le principe s'étant révélé inapplicable dans l'ordre pratique. Parce que, comme le fait remarquer M. Edouard Montpetit, dans son volume *Sous le signe de l'or,* pour garantir la monnaie 100%, il eût fallu immobiliser en or une fortune égale à celle du pays. Tout l'or du monde n'aurait pas suffi ne fût-ce que pour deux ou trois pays à réaliser ce but. Je

vous fais grâce des différents textes de législation bancaire qui ne nous intéressent pas pour le moment.

94.—La véritable circulation monétaire

En fait, la monnaie de papier ne représente qu'une infime partie de l'argent en circulation. En vertu de leur charte, les banquiers peuvent utiliser les crédits absolument au même titre que la monnaie de papier. En 1929 on estimait le montant global de la monnaie émise à 250 000 000 (millions) tandis que les crédits accordés par les banques (véritable circulation monétaire) s'élevaient à 2 730 000 000 milliards, c'est-à-dire dix fois plus, donc 40 fois l'argent ayant une valeur de produit et de travail.

On se souvient qu'à Liliput le banquier n'avait émis que 8 fois la monnaie saine (57 600 pour 7 200). Notre proposition n'avait donc rien d'exagéré.

On se rappelle également que le prêt bancaire de 57 600 dents de requin à notre industriel devint de la véritable monnaie en circulation quand celui-ci payait par

chèques ses ouvriers qui eux pouvaient réclamer de l'argent de la banque.

Notre circulation monétaire en 1929 s'élevait donc à 40 fois la garantie-or.

95.—Erreur de principe Combien déjà nous nous sommes éloignés du véritable principe établi précédemment : la monnaie doit être la mesure exacte des produits et du travail !

96.—Monnaie émise avec intérêt à des particuliers La banque de Liliput recevait de l'intérêt sur toute sa monnaie émise de 57 600 dents de requin. Dans le système actuel nos banques reçoivent également de l'intérêt sur toute la monnaie en circulation. (Les salaires aux employés de banques ou les dividendes aux actionnaires ne représentent qu'une quantité négligeable).

C'est la première conséquence de cette autre grave erreur d'avoir concédé à des particuliers le droit de faire fructifier à leur profit la richesse de la nation, sur laquelle ils n'encourent ordinairement aucun risque personnel.

Nous allons constater comment ce fait énorme de conséquences se produit en réalité.

97.—Comment l'argent sort des banques en portant intérêt

L'argent sort des banques par des prêts sur propriété. La banque ne distribue pas la monnaie aux individus. Le peuple la reçoit en salaire, etc., de l'industrie ou de l'Etat qui l'ont empruntée des banques. Dans les deux cas ce qu'on appelle « dépôt bancaire » est un simple prêt qui deviendra comme à Liliput de la circulation monétaire basée sur la vraie richesse du pays et non sur de l'or. Toute la monnaie en définitive se trouve garantie par les biens du peuple. Le peuple par conséquent paie de l'intérêt sur de l'argent gagé par ses propres biens. Qu'il verse cet intérêt sur les obligations de l'Etat par des taxes de toute nature ou dans le prix de vente des produits de l'industrie, en dernière analyse le peuple paye de l'intérêt sur son propre avoir. Nous nous souvenons comment l'ar-

gent est sorti de la banque de Liliput. L'industriel a remis un billet, le banquier lui a ouvert un compte. Notre industriel a reçu un livret de chèques au moyen desquels il donnait des ordres au banquier d'émettre de la monnaie au peuple, qui en a payé l'intérêt quand il achetait les produits de l'industrie. Dans le cas d'un prêt sur obligations au gouvernement la garantie nationale est encore plus visible. On comprend aisément l'absence de risque que court le banquier. Et pourtant il recevra des sommes fabuleuses en intérêts pour sa comptabilité. Et c'est le peuple encore qui les payera.

En 1929, écrit M. Caldwell, les banques du Canada finançaient des emprunts, des obligations portant intérêt et d'autres actifs liquides pour une valeur qu'on évalue à 2 723 000 000. « Les dépôts bancaires ou crédits par entrée dans les livres, composaient la plus grande partie de cette énorme somme. Et rappelez-vous que le peuple doit payer intérêt sur ces crédits. » Calculons l'intérêt de plus de trois milliards. Cela représente quelque 135 millions par

année. La dette totale du Canada nous coûte un million par jour d'intérêts à des particuliers.

Conclusions. Le principe de la monnaie garantie sur de l'or eût pu être acceptable si la monnaie eût été garantie 100% sur de l'or. La monnaie eût été ajustée comme nous l'avons prouvé à des biens de produits et de travail réel. C'était l'idée primitive du système. Avant l'avènement de la machine qui a démesurément augmenté la production, l'or pouvait demeurer en certaine proportion avec la monnaie.

En fait la proportion en a été de 80% au Canada. Mais à la suite de la guerre et du règne de la machine, l'or est devenu insuffisant à gager la monnaie. Le principe est devenu impossible d'application. A cause de cette pénurie le prix de l'or a monté. En conséquence le système a péché contre cet autre principe que nous avons fondé sur une analyse rigoureuse : « *La monnaie instrument de mesure doit demeurer fixe* » de même que la verge, mesure de longueur, ne peut sans confusion allonger ou raccour-

cir à 4 ou à 2 pieds. Le principe s'est avéré inapplicable pour cet autre motif qu'il eût fallu, pour constituer une réserve convenable d'or, immobiliser une richesse presque équivalente à celle d'un pays. La preuve s'en est établie d'elle-même quand, en raison des circonstances chez nos voisins en 1929, la réserve d'or ne pouvait gager que 8%de la monnaie véritable (60 milliards de monnaie pour moins de 5 de garantie). Aussi le contrôle des banques a fléchi et 4 000 d'entre elles ont déclaré faillite, entraînant dans l'hécatombe l'épargne du peuple aux abois.

Ce principe erroné a conduit à un autre principe erroné. On a dû concéder aux banques le pouvoir d'utiliser les crédits comme de la véritable monnaie. Sans cette concession la monnaie gagée sur de l'or insuffisant fût demeurée absolument impuissante à créer une circulation monétaire adéquate aux besoins de l'industrie et aux échanges du peuple. Ce dernier principe illusoire a entraîné ce résultat effarant : le peuple paye de l'intérêt à des particuliers sur ses propres biens. Cet in-

térêt (1 million par jour au Canada) est devenu comme une énorme pompe aspirante qui engouffre le capital, enlève au peuple son pouvoir d'achat, arrête l'industrie, réduit la population au chômage. Et cela par la loi d'un cercle vicieux, si fatale qu'un jour ou l'autre nous serons forcés d'ouvrir les yeux malgré nous quand la crise nous aura conduits jusqu'aux profondeurs du gouffre.

98.—Le remède (en principe) Le remède à cet état de choses serait simplement l'émission de la monnaie gagée 100% non sur de l'or mesure artificielle, insufffisante, inadéquate et sujette à variations mais sur les biens réels du pays. Deuxièmement, une monnaie qui ne porte pas intérêts au détriment du peuple et au profit des financiers, une monnaie sans intérêts. Troisièmement, que l'intérêt sur des prêts consentis au nom du peuple revienne dans les coffres de l'Etat. « Res fructificat domino, » « les biens doivent fructifier en faveur de leur maître et possesseur. » Ces principes de simple équité

et bon sens sont-ils réalisables concrètement ? Nous le dirons plus loin : n'anticipons pas.

99.—Où est la monnaie ? Revenons, forts des conclusions déjà acquises, à notre question initiale : Où est la monnaie puisque la machine a produit et peut produire des richesses incalculables et que le peuple n'en possède pas suffisamment pour acheter cette production.

100.—La monnaie se convertit en intérêts à des particuliers Nous avons déjà répondu en partie : notre système monétaire basé sur un principe erroné nous a conduits à cette conséquence monstrueuse : nous payons au Canada un million par jour en intérêts à des particuliers sur un capital qui nous appartient.

101.—Autre preuve Apportons à cette conclusion un surcroît de preuve :

Comment l'Etat finance-t-il ses travaux publics ? Combien ces travaux coûtent-ils au peuple ? Et à la vérité, contribuent-ils efficacement à gratifier celui-ci

d'un pouvoir d'achat qui puisse remettre l'industrie en marche ? Encore une fois : Où va la monnaie ?

En vertu du système monétaire en cours, l'Etat comme tout le monde emprunte des banques sur obligations à intérêt fixe.

Supposons que l'on ait voté des travaux pour 40 millions en construction de routes afin de diminuer le chômage et d'augmenter le pouvoir d'achat du peuple.

L'Etat payera par exemple 5% d'intérêt sur cette somme échéant à 40 ans. Sur ce 40 millions dépensé disons dans un an, quel montant se rendra jusqu'au peuple en pouvoir d'achat ? Quarante millions à 5% représentent annuellement un intérêt de deux millions. En 40 ans, 80 millions. Sous un système monétaire basé sur de faux principes, une émission de 40 millions coûte au pays 80 millions d'intérêts que l'Etat accorde à des particuliers pour avoir opéré la transaction. Sur 40 millions gagés par des biens du peuple le peuple paye 80 millions d'intérêt. Comment un système semblable pourra-t-il jamais augmenter le

pouvoir d'achat de façon à remettre l'industrie en marche et remédier au chômage ? Nous nous débattons au sein d'un véritable cercle vicieux. Pour que l'industrie fonctionne, il faut que le peuple demande ses produits. Or, si chaque fois qu'il gagne un dollar il s'engage à débourser trois dollars, comment pourra-t-il acheter les produits d'une industrie perfectionnée à l'excès ? Plus il travaille plus il s'endette, moins l'industrie a de chance de fonctionner et de réduire le chômage. Sous un système monétaire sain comme celui de Liliput après le grand conseil d'Etat, des travaux de quarante millions eussent coûté 40 millions et gratifié le peuple d'un pouvoir d'achat de 40 millions. Nous y reviendrons. Ces considérations expliquent aisément pourquoi nous en sommes à une dette de 10 milliards, l'Angleterre, de 80 milliards, les Etats-Unis, de 178 milliards de sorte que ne rencontrant pas même les intérêts de nos dettes, un jour ou l'autre tout le capital de la nation y passera à payer des intérêts à des particuliers ; les pays seront acculés à la faillite et les capitalistes eux-

mêmes perdront nécessairement toute cette richesse d'artifice. On cite cette pensée de Jeffry Mark « que si le monde pouvait être mis en liquidation ou en vente il pourrait payer à peu près dix sous au dollar et ces dix sous iraient au financier. » Vous figurez-vous tout un peuple mourant de faim faute d'argent pour acheter des produits à côté de créanciers gorgés d'or mourant également de faim parce que, toute l'industrie étant paralysée, leur or ne leur est pas plus utile qu'un vulgaire caillou ? C'est la conséquence logique d'une erreur de principe à base de toute la structure monétaire.

Où est l'argent ? Conclusion : à mesure qu'il paraît il se convertit en intérêts que nous payons à des particuliers sur nos dettes.

102.—Autre conséquence. L'intérêt n'est jamais émis

Une autre conséquence d'une erreur de principe de notre système monétaire, c'est que l'intérêt que nous payons pour notre argent n'est jamais émis, ce qui ne

peut se résoudre en dernière analyse qu'à une perte réelle de la part de quelqu'un ou à la saisie de ses biens.

Supposons pour le comprendre que vous soyez l'unique citoyen d'un pays où il n'y a qu'une banque. Elle ne fait qu'une émission de $100 et vous la prête à raison de 10%. Vous devrez donc remettre 110 dollars alors que la banque n'a émis que 100 dollars. Après la première année vous devez dix dollars d'intérêt et vous remettez 40 dollars sur le capital. La banque vous prête intérêt et capital à 10%. Donc $50 à 10% = $5 d'intérêt, plus $5 sur les 50 dollars que vous avez gardés. Vous devez encore $110 pour une émission de $100. Poursuivez l'opération aussi longtemps que vous le désirerez, vous devrez toujours plus que la banque n'a émis. Vous devrez l'intérêt qu'elle n'émet pas.

Citons l'exemple fourni par un financier anglais bien connu M. A. de V. Leigh. Sur une émission unique de 500 louis divisée entre 5 citoyens un homme a reçu 100 louis d'une banque à raison de 5% d'in-

térêt. « A la fin de la première année il s'adresse à la banque en ces termes : j'ai employé 10 louis sur les 100 louis que vous m'avez prêtés à acheter un terrain vierge. Je l'ai cultivé activement pendant douze mois de sorte que cette pièce de terre qui, au début, ne valait économiquement presque rien est maintenant d'une grande valeur et capable de produire une bonne récolte. Mais j'ai dû employer les 90 louis qui restaient pour vivre durant ce temps là ! La banque peut répondre à cet homme : Ce que vous avez fait depuis un an ne nous intéresse pas le moins du monde ; vous nous devez 105 louis, trouvez-les ! Comme il est incapable de les produire, la banque peut s'emparer de sa propriété, de la vraie richesse qu'il a créée, fait de sa science et de ses sueurs. Ou bien comme alternative, elle peut lui prêter un autre 100 louis pour produire une récolte. A la fin de la deuxième année cet homme doit à la banque 215 louis. Pour les payer il devra les obtenir des 4 citoyens en leur vendant sa récolte. S'il réussit, il remboursera la banque mais quelque autre devra nécessairement être

en défaut à son tour puisqu'il y a plus d'argent total dû qu'elle n'en a jamais émis. »

103.—Effets alarmants pour l'industrie et le « pouvoir » Qui ne réalise que ce système erroné du commencement à la fin livre l'industrie et le « Pouvoir », pieds et mains liés, au bon vouloir des particuliers qui contrôlent la finance. L'industrie ne peut fonctionner sans la permission de la finance. En même temps elle s'engage à payer des intérêts soit directement à la finance, soit indirectement par les taxes que l'Etat lui réclame pour rencontrer ses obligations de capitaux qui sont hors de proportion avec sa production. [1] Bien plus, elle « hy-

---

1 Voici à ce sujet l'opinion d'un auteur connu, M. A. Caldwell :

« Dans une analyse publiée l'année dernière par l'une des banques à charte du Canada, nous trouvons les chiffres suivants :

Prêts commerciaux : $878,748,000

Obligations gouvernementales	$635,190,000
Obligations municipales	146,497,000
Prêts aux provinces	23,242,000
Prêts courants aux municipalités	110,147,000
Total	$915,076,000

pothèque » à l'avance ses biens par des promesses qu'elle ne pourra jamais honorer puisqu'elle ne peut rembourser des intérêts qui ne sont pas émis (ch. VIII, 102). Par ailleurs, par des déplacements de capitaux, le financier peut créer de l'inflation à sa guise, occasionner la chute des prix, mettre l'industrie en détresse et la forcer de se rendre si elle ne peut rencontrer ses obligations. D'autre part, c'est la porte ouverte aux pires abus au sein du pouvoir. L'Etat ne peut se passer de la finance pour ses entreprises de capital. Malheureusement aussi pour acquérir ou conserver le

---

« Vous remarquerez que l'industrie, qui en définitive doit payer toutes les notes du pays, reçoit un crédit de $878,748,000 (prêts commerciaux). Sur ce crédit, elle doit payer intérêt. Ceci est tout à fait correct, si le taux est raisonnable. La production peut et veut bien payer un prix raisonnable pour son argent. Mais il y a cette affaire de $915, 076,000 prêtée à divers gouvernements, sur laquelle la production doit aussi payer intérêt. Est-il une personne raisonnable qui pense que cela puisse se faire ? Comment peut-on avec un crédit de $878 avancé par les banques, financer la production et payer intérêt sur $1,793 ? Qui conduirait son commerce privé de cette façon ? »

pouvoir. De son côté, la Finance, pour sauvegarder ses positions, aura tout intérêt à favoriser le « Pouvoir, » à lui lier les mains en lui offrant des situations lucratives, des fonctions honorifiques biens rétribuées dans les compagnies, etc. Cela s'est vu. Nous connaissons le cas de certains banquiers Européens, contrôlant les plus importantes industries, ayant intéressé le « Pouvoir » de trois ou quatre pays aux profits de ces entreprises, tirant les ficelles politiques des plus puissantes nations et capables, si leur intérêt vient en jeu, de déclencher une guerre européenne et partant mondiale. La puissance de l'argent est telle qu'il est aujourd'hui prouvé que c'est l'influence des capitaux américains, beaucoup plus que leurs armes, qui ont assuré la victoire aux nations alliées quand les Etats-Unis ont définitivement résolu de s'engager dans le conflit mondial.

« Les financiers, écrit M. Caldwell, maîtres du cours de la monnaie, placent où ils veulent créer de l'inflation puis resserrent soudain le crédit dans les pays où l'inflation a régné. Avec le monde comme

champ d'action et la monnaie comme arme maîtresse, ils font alterner des « booms » et des dépressions cueillant des profits toujours, en exploitant l'acheteur en temps d'inflation, en exploitant le vendeur en temps de dépression. En prêtant tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, partout avec l'endettement du peuple comme objectif, ils augmentent sans cesse leur titre à la richesse mondiale. »

Conclusions Nous avons prouvé comment un système monétaire basé sur une certaine quantité d'or comportait en principe plusieurs erreurs et devrait se révéler impossible d'application. En fait la plupart des pays ont dû abandonner la garantie or de sorte que la monnaie ne tient plus que par la confiance que le peuple veut bien lui accorder. Nous avons établi les conséquences néfastes de ce système qui a conduit la société à payer à des particuliers des sommes fabuleuses pour l'usage de son propre bien, occasionnant des crises industrielles, le chômage et la pauvreté en dépit d'une évidente surproduc-

tion, et enfin abandonnant à la finance la vie de l'industrie et les destinées de la nation. Nous savons « où est l'argent. » D'autre part nous avons appris « à qui appartient l'argent » c'est-à-dire à la société qui le garantit par ses biens. Il nous reste à découvrir le moyen propre à rendre l'argent à son véritable maître.

CHAPITRE NEUVIÈME

Comment rendre l'argent à qui de droit

104.—Principes Faisons appel aux principes que nous avons solidement établis par l'analyse au cours de nos expériences liliputiennes.

1° Le but d'un système monétaire est de mesurer la valeur des produits au moyen d'une unité de mesure et d'en faciliter la distribution (ch. VII, 62).

2° La monnaie doit être mesurée à des biens véritables et en conséquence, la monnaie en circulation doit demeurer en proportion constante avec la production (ch. VII, 63). (On déduira cet autre principe : en vertu de la loi psychologique de l'offre et de la demande (qui en fait agit au contraire de la loi mathématique énoncée plus haut) trop de monnaie entraîne une hausse dans les prix).

3° La monnaie doit demeurer à un cours fixe (ch. VII, 65).

Par quels moyens pratiques, ces diverses lois trouveront-elles une application satisfaisante ?

Tout d'abord la monnaie qui représente les biens de la société doit être remise à la société, c'est-à-dire à l'Etat qui la représente (ch. VII, 84). Ce principe s'impose. Si des particuliers à qui on a accordé une charte de banque peuvent battre monnaie et spéculer sur les biens nationaux, l'Etat ne possède plus aucun contrôle sur notre richesse véritable. C'est l'anarchie que nous avons décrite précédemment (ch. IX, 103). Sans compter les répercussions internationales que nous indiquerons plus loin.

105.—Banque d'Etat D'où la nécessité d'une Banque d'Etat qui seule puisse jouir du droit d'émettre une monnaie proportionnée à la richesse nationale et en fonction de la production. On a fondé au Canada en 1934, à la suite du rapport McMillan, une banque centrale, la banque du Canada. Cette banque dont la législation se rapproche encore trop de celle des banques à charte, comme on l'a maintes fois mentionné à la Législature, serait

l'organisme tout désigné pour la réalisation de ce principe élémentaire : *les biens de la société gérés par la société.*[1]

106.—Rôle de la banque d'Etat Une banque d'Etat peut-elle émettre une monnaie qui ne cause ni « inflation » ni « déflation ? » A cette question pas le moindre doute. Il suffit que la monnaie

1. Nous faisons remarquer qu'il n'y a aucune objection de principe à l'existence de banques à chartes dans la limite des droits individuels. Il n'y a rien d'anormal à ce qu'un particulier reçoive des dépôts sur lesquels il paye intérêt, pour les prêter ensuite à un taux raisonnable proportionné aux risques qu'il encourt.

Mais une législation rigoureuse devra non seulement veiller à la sécurité des déposants (notre législation bancaire s'est révélée assez efficace sur ce point) mais parer aux abus mentionnés dans notre étude en rapport avec le bien commun. Ce qui est anormal, c'est qu'un particulier agisse « comme propriétaire sur des biens dont il n'est que le dépositaire et gérant ; » qu'il puisse émettre lui-même sous forme de prêt de la monnaie garantie par la propriété nationale et en retirer des bénéfices. Que l'Etat en soit réduit à contracter de particuliers des emprunts gagés sur la richesse du pays, à lui verser en intérêts, des sommes énormes sans risques correspondants, etc. C'est la porte ouverte à tous les abus, le Pouvoir se trouvant dans une position d'infériorité vis-à-vis de la Finance.

« possible » ne dépasse pas la valeur des biens nationaux et que la monnaie émise, la monnaie en circulation demeure en proportion constante avec la richesse actuelle à savoir : la production.

107.—Principes La banque d'Etat devra donc posséder par le bureau des statistiques la valeur réelle des biens de l'Etat en même temps que connaître les variations périodiques de la richesse actuelle dues à la production.

Un bilan général des biens de l'Etat lui fournira le premier chiffre. Un bilan périodique lui remettra le second. Il n'y a là aucune innovation. Ces chiffres nous sont déjà assez parfaitement connus par nos bureaux de statistiques. Ainsi notre richesse nationale était évaluée en 1929 à plus de 32 milliards. Il suffirait d'une adaptation. Le bureau des statistiques devrait fournir périodiquement (pour un cycle défini : tous les six mois par exemple) le montant exact de la fluctuation de notre richesse due aux contingences de la production. Nous dirons comment plus loin.

108.—Mode d'émission Mais comment cette monnaie devra-t-elle être émise ou distribuée aux membres de la société ? C'est une question complexe et qui nécessite de nombreuses mises au point.

109.—Le Crédit Social Les partisans du Crédit Social fondé par Douglas soutiennent que cette monnaie devrait être émise directement et exclusivement au peuple, c'est-à-dire au consommateur, comme un don gratuit selon l'écart périodique production-consommation.

Supposons que cet écart se trouve à un moment donné comme à Mildendo de :

90 000	Production
10 800	Consommation
79 200	Surproduction

L'Etat devrait émettre un montant de 79 200 en monnaie directement au consommateur, afin qu'il en puisse acheter les 79 200 de produits invendus sur le marché.

Douglas propose que ce montant soit distribué partie en diminuant le coût de

la production, partie en dividende direct au peuple.

Si par exemple, au cours d'un cycle déterminé, par l'escompte sur la production, on devrait distribuer 40 000 (par suite des ventes de produits) on émettra 39 200 en dividende direct au peuple pour combler l'écart production-consommation.

Cette réduction de 40 000 est remboursée au vendeur par l'intermédiaire de la banque au moyen d'une tenue de livres assez compliquée qui ne nous intéresse pas pour le moment.

Il reste en définitive que si le principe est convenablement appliqué, l'Etat doit accorder en pur don au consommateur 79 200 de monnaie qui lui permette d'acheter le montant global de la production.

110.—Réfutation du « Crédit Social » Nous croyons que ce mode d'émission comporte plusieurs erreurs, qu'il est fondé sur des principes inexacts et qu'il se révélerait inapplicable en pratique.

Il entraînerait une diminution graduelle de la richesse nationale.

C'est un principe élémentaire qu'un don gratuit non seulement ne peut enrichir celui qui l'offre mais concourt graduellement à diminuer son avoir.

Procédons par analyse.

Je suppose un individu qui possède $300 en argent et une industrie capable de produire $300 en marchandises par six mois en plus de ce qu'il consomme lui-même. Il possède comme nos Liliputiens une immense propriété d'où il tire sa matière première. Personne ne peut acheter cette surproduction faute de monnaie. Il décide de distribuer ses $300 en offrant $100 à chacun de ses trois enfants. Après le premier cycle de six mois, il aura vendu ses produits et recouvré ses $300. Après le deuxième six mois de même. Mais il viendra bien un jour où sa machine aura subi l'usure du temps ou son industrie sera hors d'usage. S'il a gratifié le consommateur de toute sa monnaie, lui accordant gratuitement par là même sa production, il manquera de capital pour réorganiser son in-

dustrie ; il a donc fait un don qui graduellement l'a appauvri jusqu'au jour où toute espèce d'émission est devenue impossible.

Il eût mieux fait de mettre ses trois enfants au travail en leur distribuant ses $300 en salaires de sorte qu'ils eussent constamment, par ce labeur rétribué, renouvelé son industrie et en même temps acheté toute sa production.

111.—Autre preuve Précisons davantage par un exemple absolument conforme à des faits concrets de l'ordre économique.

Rappelons-nous notre industriel de Mildendo. Son industrie, qui représentait toute la richesse appréciable de l'île était évaluée disons à 500 000.

Inscrivons : biens de l'Etat à Mildendo : 500 000

Sa production :	90 000
Consommation égale au pouvoir d'achat	10 800
Déficit à combler	79 200

Selon la théorie « créditiste, » l'Etat doit émettre 79 200 de monnaie gracieusement distribuée au peuple.

Nous inscrivons donc .

Richesse de Mildendo	500 000
Emission monétaire	79 200
Monnaie possible à émettre	420 800

Le peuple reçoit les 79 200, en achète les produits de l'industriel. Ce dernier entre en possession du 79 200. Ou bien il le gardera à l'Epargne, ou bien il en construira une nouvelle industrie d'une valeur de 79 200. Dans les deux cas on pourra inscrire au bilan de l'Etat :

Richesse actuelle de Mildendo	420 800
Augmentation de la richesse nationale	79 200
	500 000

Pourtant, au cours de ce cycle, la propriété et le matériel de notre industriel ont subi une dépréciation. Supposant qu'on lui accorde une durée de vingt ans, il faudra inscrire au bilan de l'Etat (500 000 ÷ 20) ou 25 000 de dépréciation.

Nous pouvons donc inscrire :

Richesse actuelle de Mildendo	500 000
Dépréciation	25 000
	475 000

Or la richesse globale de l'Ile avant le cycle précité se trouvait de 500 000.

Il devient évident que par ces émissions gratuites, l'Etat ira sans cesse s'appauvrissant et que cette théorie ne peut apporter un remède durable à la crise production-consommation.

112.—« Confirmatur » Voyons si nous avons vraiment réalisé le plan proposé par les partisans du Crédit Social. J'en réfère au volume de M. W. A. Tutte, l'un de ses interprètes les plus authentiques et les plus compétents ; il a été publié à Vancouver sous le titre : *Douglas Social Credit for Canada.* Se référant au plan proposé par Douglas pour l'Ecosse, il établit ainsi ce que l'on a appelé le Livre de Compte national. Voici comment il procède pour fixer le montant de l'émission monétaire pour un cycle déter-

miné, dont il pourra gratifier les consommateurs (page 223) :

Production.

Montant global de la production X...
Importations
Augmentation de la richesse nationale

Consommation totale.

Consommation
Exportations
Dépréciation de la richesse nationale

La différence de ces deux montants représentera la somme dont le peuple devra bénéficier.

N'est-ce pas exactement le procédé que nous avons suivi ? Pour plus de clarté, M. Tutte inscrit le même chiffre au compte des importations et des exportations parce qu'un échange égal de produits équivaut à de la production à l'intérieur du pays. En principe les exportations sont comme des produits *consommés* à l'étranger et les importations des produits étrangers *consommés* au pays.

Utilisons donc les chiffres établis au cours de notre preuve en suivant à la lettre les indications de M. W. A. Tutte afin de déterminer le montant à émettre au cycle suivant :

Production	90 000	
Importations	00 000	
Augmentation de la richesse nationale	79 200	169 200
Consommation (égale au pouvoir d'achat) :		
Salaires	10 800	
Emission	79 200	
Exportations	00 000	
Dépréciation de la richesse	25 000	115 000
Montant de la prochaine émission		54 200

Mais l'écart production-consommation pour le cycle suivant devait être de (Cf. § 111) :

Production	90 000
Pouvoir d'achat du peuple	10 800
Soit	79 200

Or le montant trouvé par M. Tutte n'équivaut qu'à 54 200. Pourquoi ? Parce que l'industrie a subi une dépréciation de 25 000 comme nous l'avons établi.

Donc 54 200 + 25 000 = 79 200 montant qui logiquement eût dû être prévu pour le prochain cycle.[1]

Conclusion. Ou bien l'émission monétaire préconisée par le crédit social ira sans cesse décroissante comme on vient de l'établir et ne sera plus en rapport avec la production, ou bien la richesse nationale diminuera graduellement jusqu'à ce que cette émission devienne impossible comme nous l'avons constaté précédemment (§ 111).

Il reste qu'un don gratuit ne parviendra jamais à enrichir qui que ce soit, mais ne peut que contribuer à diminuer sa richesse, sous quelque angle qu'on le considère. « L'homme de la rue » a raison quand

---

1. Je fais remarquer au passage que l'augmentation ou la diminution de la richesse nationale eût dû être inscrite plutôt au bilan général de l'Etat comme nous l'avons fait précédemment pour représenter la monnaie possible. M. Tutte est amené à la porter au calcul Production-Consommation comme conséquence de la théorie du « juste prix. » La preuve demeure identique. Il en arrive à une émission réelle insuffisante de 25 000 tandis qu'autrement la diminution de la monnaie possible (richesse nationale) eût été de 25 000.

il répond au « créditiste » : « Allons donc je recevrais un dividende ? Je pourrais vivre à rien faire ? C'est un rêve. » J'ai pu remarquer la même réaction d'un auditoire quand un orateur créditiste en vient à la question du dividende, il fait la moue, il voudrait y croire, mais il ne le peut pas. La science, comme on a dit, n'a pas encore entamé son bon sens.

La notion argent doit rester liée à la notion travail, nous dirons comment plus loin.

L'émission gratuite préconisée par Douglas pour régler l'écart production-consommation est fondée sur son théorème A plus B qui a donné lieu à tant d'acerbes polémiques.

113.—Le théorème A plus B avance plus qu'il ne prouve

Ce théorème a pour but d'expliquer comment la consommation ne peut réaliser le prix global de la production. Le consommateur ne recevant que les déboursés A versés pour la fabrication d'un produit, c'est-à-dire des salaires ou dividendes et

non les déboursés B, c'est-à-dire le coût de la matière première, les dépenses de capital, d'énergie, le profit des intermédiaires, ne pourra jamais réaliser le coût global des produits qui comprend les déboursés A et les déboursés B.

A première vue ce théorème paraît logique. Mais il ne résiste pas à une analyse un peu minutieuse.

Faisons appel encore une fois à notre méthode liliputienne.

La Production de Liliput-Mildendo est de		90 000
Le pouvoir d'achat total		12 960
	Surproduction	77 040

Supposons qu'à part les ouvriers employés à l'industrie de la cigarette qui de leur salaire ne peuvent en effet acheter pour ce montant, on embauche 30 hommes à des travaux de construction, de voirie, etc., qui gagneront dans le même temps 95 000. Ils pourront certainement écouler toute la production de cigarettes de notre industriel.

Le théorème A plus B ne suppose que des industries de consommation ; on ne peut cependant ignorer les industries de capital (construction, voirie, chemins de fer, etc., etc.) qui fourniraient au peuple un pouvoir d'achat capable de compenser pour ce qui manque aux salaires versés par les industries de consommation.[1]

---

1. Les créditistes pourraient répondre à cet argument : Vous ignorez dans votre preuve cet aspect du problème que nous appelons le *time lag*. *Another important factor,* dit M. W. A. Tutte, *in promoting purchasing power deficiency in relation to prices, is found in what is called the « Time lag » in the distribution of B costs.*

Ce facteur serait par exemple pour telle industrie, le temps écoulé entre la production commerciale et l'achat des matières premières.

Du 1er janvier au 1er juillet :

Une industrie produit	90 000
Elle débourse en salaires	12 960
	77 040

Ce montant de 77 040 représente (Cf. Liliput) sa surproduction. Or la société selon les créditistes ne possède plus les salaires versés *il y a plusieurs mois pour la matière première.* On dira que ces salaires ont été dépensés pour d'autres achats ou investis dans quelque entreprise (c'est l'explication du *Time lag*).

Mais si l'on s'en tient à la réalité, il reste pos-

C'est ce qu'exprime l'homme de la rue par cette formule que lui dicte son bon sens : « Quand la construction va, tout va. »

A considérer l'industrie dans son ensemble le théorème A plus B n'indique nullement la véritable cause de la surproduction (Cf. Ch. X, 120).

114.—L'Epargne Les « Créditistes » ont également attribué à l'Epargne le défaut de pouvoir d'achat du peuple. On a prêché à certains moments :

---

sible qu'une *autre industrie* débourse ce montant de 77 040 en salaire pour matière première dans ce même cycle (1er janvier au 1er juillet). Sa production commerciale ne viendra sur le marché que dans trois mois. Ces salaires de 77 040 pourraient écouler la surproduction de la première industrie. Le théorème A plus B n'explique pas davantage sous cet aspect la cause réelle du défaut de pouvoir d'achat.

Dans le cas d'un investissement de fonds à d'autres entreprises, les salaires déboursés pour les travaux de capital deviennent encore, comme nous l'avons dit, un surcroît de pouvoir d'achat pour les produits de consommation.

Les créditistes, par leur théorie analytique à l'excès, ne tiennent pas suffisamment compte du point de vue synthétique qui éclaire plus sûrement l'économie dans son ensemble.

jetez toutes vos épargnes sur le marché afin de créer une plus grande demande de produits. Ce n'était là que palliatif. L'épargne en soi est juste et légitime si elle représente vraiment du capital sain fruit du travail. C'est ce que nous enseignaient nos pères avec raison. Nous verrons bientôt comment l'épargne ne devrait pas sous un régime sensé diminuer le pouvoir d'achat du peuple.

115.—Le Crédit Social ne pourrait financer les travaux d'Etat ni subventionner l'industrie

Le Crédit Social ne finance ni l'Etat, ni l'industrie.

M. Armand Turpin dans sa brochure sur le Crédit Cocial le déclare expressément, p.54; « Sous le système monétaire du Crédit Social, l'Etat ne subventionnera aucune industrie, c'est le consommateur au contraire qu'il aidera de ses subsides. » D'autres, moins logiques avec leurs principes, tâchent de se tirer de l'impasse en jouant avec les chiffres. Mais ils n'y parviendraient qu'en créant cette inflation qu'on leur a tant reprochée. C'est

ainsi que M. W. A Tutte dans son volume *Douglas Social Credit for Canada* au paragraphe 267 intitulé : *Probable national income*, et suivants, après une série de déductions mathématiques en vient à émettre 8 500 000 000 pour une production de 7 000-000 000. Il déclare que ce surplus de 1 500-000 000 serait employé à financer l'industrie ou les travaux de capital. Nous savons comme il est dangereux de jouer avec les chiffres (« il n'y a rien de brutal comme un chiffre » nous répétait sans cesse un vieux professeur comme le leitmotiv de sa leçon) quand on ne les ajuste pas à la réalité. M. Tutte en arrive à cette conséquence après avoir majoré les revenus prévus pour un cycle donné, la production demeurant la même qu'au cycle précédent. Il fixe l'écart production-consommation à 4 800-000 000, se basant sur l'expérience hypothétique de l'année 1940 où le montant global de la production représentait 7 000 000-000. Or il prévoit pour 1941 un revenu en salaires, dividendes et émission créditiste de 8 500 000 000 pour une production identique de 7 milliards. Il consacre ce surplus

de 1 500 000 000 à des travaux de capital. Qui ne voit que ce montant représenterait un surcroît de pouvoir d'achat, une quantité de monnaie inadéquate avec la production : *de l'inflation monétaire.*

Illustrons cette conclusion d'un exemple liliputien.

Production prévue de Liliput :	90 000
Revenus prévus en salaires, dividendes, crédits, etc. (hypothèse de M. Tutte) :	127 040
Surplus pour travaux de capital ou industrie (selon M. Tutte)	37 040

Or pour un cycle précédent (Ch. IX, III) l'écart s'établissait ainsi :

Production	90 000
Consommation	10 800
Montant émis	79 200

Donc, le crédit réel pour cette période (Salaire et émission) est de 90 000.

116.—Inflation monétaire Si les revenus prévus de l'industrie (salaires, etc.) ont augmenté de 37 040 (127 040 — 90 000) l'émission monétaire

de l'Etat devrait être diminuée de 37 040 selon la théorie créditiste pour ne pas causer d'inflation. Par conséquent, aucun montant disponible pour financer l'industrie et les travaux de capital.

117.—Conclusion La conclusion s'impose. Une monnaie émise exclusivement au consommateur ne peut en même temps financer des travaux de capital sans créer de l'inflation monétaire. Nous avons d'ailleurs démontré que sous ce système, l'Etat s'appauvrissant sans cesse, ne posséderait aucun revenu pour ses travaux.

Supposant que pour résoudre le problème, l'Etat recoure à de nouvelles taxes, il retirera d'une main ce qu'il donne gratuitement de l'autre ; le Crédit Social ne peut d'aucune manière se tirer de cette impasse.

118.—Le « juste prix » Avant de clore notre réfutation, nous devons mentionner que la définition du « juste prix » de Douglas sous une forme apparemment scientifique ne sert qu'à éta-

blir le « prix possible » que peut débourser le consommateur à tel moment de la production, c'est-à-dire son pouvoir d'achat.

Exemple liliputien.

Production	90 000
Pouvoir d'achat dû aux salaires	12 960
	77 040

Le prix « possible » que peut verser le consommateur se trouve de 12 960 et il pourra varier du double au cycle suivant si nos Liliputiens ont bénéficié d'augmentations de salaires. Quand on nous dit que le consommateur ne doit payer que la « quantité d'énergie humaine et mécanique (l'énergie « solaire ») dépensée et utilisée dans le processus de production » et non les dépenses du capital, les intérêts encourus, les profits, etc., et qu'ensuite on établit ce prix sur l'écart production-consommation qui ne représente nullement cette définition, on introduit pour le moins dans le système une motion théorique qui manque de réalisme. En fait, le consommateur pourra verser pour les produits tout ce

qu'il a reçu, et advenant le cas où il gagnerait 90 000 en salaires dans l'exemple cité, il se passerait de toute émission et débourserait pour les produits le montant global qu'ils ont réellement coûté, à savoir les dépenses de capital qui représentent réellement du travail, le profit légitime (prime du travail du commerçant), etc. Nous reviendrons sur cette notion.

119.—Chômage Enfin, il est clair qu'en ignorant les industries de capital et en ne prévoyant aucun mécanisme pour subventionner les travaux d'Etat et l'industrie en général, le crédit social n'apporte pas de réelle solution au problème des temps modernes : le chômage.

Nous concluons donc qu'une émission monétaire gratuite ne pourrait que concourir à l'appauvrissement graduel de l'Etat, qu'elle est d'ailleurs fondée sur une explication défectueuse des causes de la surproduction, que la notion du « juste prix » qu'elle implique est inexacte et qu'en plus le Crédit Social qui préconise cette solution ne prévoit dans sa théorie aucun

organisme qui puisse subventionner l'industrie ou les travaux de capital et réduire le nombre des sans-travail.

Les données du problème demeurent néanmoins telles que nous les avons établies. Nous avons prouvé que la monnaie doit être proportionnée aux biens de l'Etat et, à tout moment de l'activité économique, à la production (Ch. VII, 63).

Comment cet ajustement de la monnaie à la production pourra-t-il s'opérer puisque sous notre système monétaire actuel, l'économie est livrée au hasard de « l'inflation » et que le consommateur manque de monnaie pour se procurer tout ce que l'industrie est en mesure de produire.

CHAPITRE DIXIÈME

Crédit / travail

Nous croyons que la seule solution qui puisse parer aux difficultés déjà citées en conformité avec les besoins de la production serait une émission monétaire directe de l'Etat et octroyée au peuple sous forme de travail.

120.—Principes Nous avons prouvé précédemment que le désordre qui règne en ce moment dans l'économie est dû à deux causes fondamentales. 1° La machine qui a surproduit en diminuant le nombre des ouvriers (une seule turbine manœuvrée par un personnel restreint produit en un jour une énergie égale à celle de 9 millions d'hommes) et 2° un système monétaire qui, par les intérêts qu'il tire du peuple sur son propre bien devient comme une énorme pompe qui aspirerait tout le capital de la société.

Il faut donc rendre au peuple sa propre monnaie afin qu'il en achète la surproduction due au progrès du machinisme.

121.—A qui appartient la machine ? Mais, pourrait-on dire, cette surproduction lui appartient-elle en réalité ? Faisons appel au discours de notre orateur liliputien (Ch. VII, 88). « Cette machine disait-il appartient-elle à un industriel seul ou au peuple qui en a fourni l'inventeur ou mieux les milliers d'inventeurs qui au cours des siècles en perfectionnant leur savoir les uns les autres ont réussi à nous fournir un si merveilleux instrument de travail ? » L'industriel, pouvons-nous ajouter, a déboursé durant une courte période de temps une gratification à l'inventeur, mais comme l'Etat s'est empressé d'annuler les droits d'invention pour la déclarer du « domaine commercial. » Pourtant, qui pourrait évaluer depuis l'invention de la roue, jusqu'à la réalisation d'une automobile ou d'une presse à imprimer, tout l'apport du génie de générations de savants et d'inventeurs ?

Si donc la machine enlève du travail à la société, la surproduction due à la machine doit être rendue, en tenant compte des déboursés de production, à la société.

L'Etat devra donc émettre, en faveur de la société, la monnaie nécessaire selon l'écart production-consommation, en tenant compte des déboursés encourus de manière à ne pas appauvrir l'Etat.

Le crédit sous forme de travail réalise ces conditions.

Rappelons-nous notre exemple liliputien :

La production :	90 000
Le pouvoir d'achat	12 960
	77 040

Surproduction due à la machine.

122.—Mode d'émission L'Etat devra émettre 77 040 en monnaie ordinaire et voter dans son budget des

travaux de capital pour un montant équivalent.

Ou bien, si telle industrie ou tel genre de culture réclamaient en subventions, pour passer un tournant difficile ou être orientés dans la voie du progrès, un montant de 30 000, l'Etat devrait le leur avancer à un très bas taux d'intérêt (en prévoyant naturellement, cet intérêt étant remboursé au trésor, qu'ils puissent bénéficier de ce montant intact de 30 000). Le budget de travaux se trouvera dans ce cas réduit à 47 040.

123.—Résultats Par ce moyen la monnaie se trouverait constamment proportionnée à la production, et le peuple en possession d'un pouvoir d'achat convenable. Toutes les industries (ou les arts) tour à tour en recevraient leur part selon leurs besoins, la richesse de l'Etat irait en progression ascendante et les ouvriers de chacune des branches de l'industrie se remettraient au travail pour le plus grand bien moral et financier de la nation.

124.—Influence des travaux de capital sur toute la vie économique Mettons en lumière les aspects divers de cet énoncé.

Tout d'abord les travaux de capital influencent-ils réellement toute la vie économique d'un pays ?

125.—Preuve analytique Nous avons déjà démontré par notre exemple du père de famille qui distribue une émission-travail de $300 à ses enfants comment il réussit à vendre toute sa production tout en améliorant ses biens (Ch. IX, 110). De même pour nos Liliputiens qui, ayant embauché 30 hommes à des entreprises de capital (voirie), ont créé un pouvoir d'achat suffisant pour écouler les produits de l'industrie de consommation.

126.—Preuve synthétique Le fait devient encore plus évident si nous embrassons d'un regard d'ensemble tous les rouages de la vie économique. Supposons que notre montant de 77 040 (000), représentant l'écart production-consommation pour tel cycle soit octroyé en travaux

de voirie, construction, terrassements, chemins de fer, etc. Les architectes, constructeurs, arpenteurs, ingénieurs, entrepreneurs de toutes catégories ; les ouvriers des métiers : maçons, électriciens, plombiers, peintres, briquetiers, terrassiers, tous reçoivent leur part. Automatiquement se trouve créée une demande intense de matières premières : bois (« chantiers » de bûcherons), fer ou acier (mines), pierres (carrières), sable, etc. Les industries intermédiaires (avec leurs ouvriers spécialistes) trouveront du travail pour transformer la matière brute. Les industries mécaniques (qui fournissent les machines ou instruments de travail) sont favorisées de nouveaux contrats ; le commerce de gros ou de détail (quincaillerie, plomberie, peinture, accessoires électriques, instruments ou habits de travail) connaissent un surcroît d'activité. En somme l'argent est distribué à tous les genres d'acheteurs qui créent des ventes pour tous les genres de produits. Le peuple a de la monnaie. Les industries de consommation à leur tour en bénéficient comme en 1928. Grande demande d'aliments,

vins ou liqueurs, tabac, conserves alimentaires, etc., même d'objets de luxe, radio, automobile, bijoux, etc. Les industries de consommation tirent à leur tour sur les produits de la ferme. Le marché est achalandé. Le cultivateur vend sa moisson, ses légumes, ses fruits, etc. Les « services, » chemins de fer, camions, etc., sont réquisitionnés pour le transport de tous ces produits. L'Etat est payé de retour autant par les revenus qu'il perçoit en taxes sur ces divers produits, que par l'augmentation accélérée de la richesse nationale. La roue consommation-industrie-finance, finance-industrie-consommation a repris à tourner. Qu'elle ne subisse aucun arrêt, par la permanence des émissions-travail selon l'écart production-consommation, il est évident que la prospérité n'a plus de raison d'être interrompue et que le peuple pourra bénéficier de cette civilisation accentuée depuis le commencement du XXe siècle grâce au progrès de la mécanique. La mécanique elle-même, démoralisée par l'inutilité de ses inventions qui ne la payent plus pour le travail qu'elle fournit, connaîtra un regain

de vie et d'idéal. Qui sait jusqu'à quel point elle pourra s'aventurer dans la voie du progrès ? [1]

Les travaux de capital influencent donc toute la vie économique d'un pays. Si d'ailleurs, comme nous l'avons dit, quelque industrie ou culture avait néanmoins besoin d'être stimulée, qu'est-ce qui empêcherait l'Etat de diminuer son émission-travail

---

1. Nous faisons remarquer que par ce mode d'émission-travail, la monnaie se trouverait distribuée selon une juste hiérarchie des valeurs. Il n'est pas équitable par exemple qu'un architecte qui a consacré la moitié de sa vie à l'étude, dépensant presqu'une fortune à acquérir la science nécessaire à sa profession, reçoive en monnaie une somme égale à celui qui a commencé à gagner au sortir de l'école primaire. La monnaie nécessaire à la consommation de la surproduction devra être distribuée selon le principe ordinaire qui fait la part autant des valeurs spirituelles que matérielles. Le genre d'émission *créditiliste* qui, théoriquement, accorde une même somme de monnaie à tous les citoyens favorise *l'égalitarisme* en économie, qui est un concept non seulement faux mais illusoire et injuste. Par ailleurs, les achats d'un architecte ne sont pas les mêmes que ceux d'un peintre ou d'un maçon. Pour qu'il y ait demande de tous les genres de produits, la monnaie doit être distribuée selon une certaine hiérarchie qui concède à chacun le pouvoir d'achat correspondant aux exigences de sa profession et à ses besoins personnels.

d'un montant équivalent en capital prêté à bas intérêt (qui serait un autre genre d'émission-travail) de sorte que la monnaie en circulation demeure en constant accord avec la production, ne causant ni inflation, ni déflation, c'est-à-dire aucune perturbation dans les prix ?

127.—Augmentation constante de la richesse

Cette émission-travail assurerait-elle à l'Etat une augmentation constante de richesse ?

Nous en avons déjà une idée suffisante par notre preuve synthétique énoncée précédemment.

Etablissons néanmoins un surcroît de preuve au moyen de l'analyse.

Nous recourons à la même formule qui nous a servi à démontrer la diminution de la richesse par le Crédit Social (Ch. IX, 111).

Evaluation des biens de Mildendo : 500 000

Sa production	90 000
Consommation	10 800
	79 200

Montant de l'émission-travail : 79 200
Inscrivons :

Richesse	500 000
Emission monétaire	79 200
(Balance d'émission possible) :	420 800

Les travaux de capital ont enrichi l'Etat de nouvelles routes, constructions, parcs, etc.

Inscrivons :	420 800
	79 200
	500 000

La société a reçu pour ces travaux 79 200 en salaires qu'elle rend à l'industrie :

Ou bien ce montant ira à l'Epargne ou bien il fructifiera en faveur de l'industrie (constructions d'usines, machines, etc.).

Dans les deux cas nous pouvons inscrire :

500 000
79 200
579 200

Supposons que le matériel industriel ou autre ait subi au cours de ce cycle une dépréciation de 5%, nous inscrivons :

579 200
25 000
———
554 200

Or la richesse globale du pays se trouvait avant l'émission de 500 000.

Donc, contrairement au cas exposé au sujet du crédit social où la richesse en était réduite à 475 000 (Ch. IX, 111), elle pourra progresser à un rythme sans cesse accéléré.

128.—Conclusion L'Etat pourra donc graduellement et même assez rapidement payer sa dette actuelle, réduire le fardeau des taxes (puisque l'industrie en marche comme nous l'avons vu dans notre preuve synthétique augmentera de beaucoup ses revenus) ce qui entraînera la diminution des loyers, la construction individuelle, etc. Nous avons connu en 1928 à quel rythme accéléré peut progresser la vie économique, si aucune cause monétaire ne vient (comme le fait s'est alors produit) arrêter sa marche.

Il nous resterait à dire comment, par ce genre d'émission, tous les ouvriers de

chacune des industries retrouveraient le travail qu'ils réclament à grand cri. La démonstration en est solidement établie par notre preuve synthétique (Ch. X, 126). Songeons seulement à ce que représente (par les secours directs) toute cette déperdition de forces inemployées qui vident les trésors de l'Etat par les emprunts qu'il doit en même temps contracter aux banques, en grevant la société de taxes et réduisant les propriétaires à la détresse. Songeons à la démoralisation des masses qui nous préparent des générations de fainéants et de criminels : le suicide, le crime, le vol augmentent sans cesse en proportion alarmante ; pensons si à un moment donné cet élément déficitaire se trouvait transformé en force progressive. Quelle richesse inappréciable pour l'Etat et la morale !

Nous pouvons donc inscrire comme vérités acquises nos prémisses énoncées (Ch. X, 123) que nous transformons en conclusions.

Par le crédit travail, la monnaie se trouverait constamment proportionnée à la production, le peuple bénéficierait d'un

pouvoir d'achat convenable, toutes les industries (ou les arts) tour à tour en recevraient une part selon leurs besoins, la richesse de l'Etat irait en progression ascendante et les ouvriers de chacune des branches de l'industrie se remettraient au travail pour le plus grand bien moral et financier de la nation.

129.—Objection Mais, pourrait-on dire, n'est-ce pas ce que fait l'Etat en ce moment, quand il accorde des octrois à l'agriculture ou qu'il vote des crédits pour des « travaux dits de chômage ? »

Il y a une différence du noir au blanc. Nous avons prouvé précédemment (Ch. VIII, 101) comment des travaux de chômage d'un montant de 40 millions sous le régime monétaire actuel, endettaient le peuple de 120 millions en faveur des particuliers qui détiennent les cordons de la bourse. Sous ce régime, plus le peuple travaille, plus il est pressuré de taxes, plus il s'endette, moins il a de chance d'être favorisé d'un pouvoir d'achat en accord avec les besoins de la production. Même endette-

ment du peuple par les prêts à l'agriculture ou à la construction qui passent par l'épreuve de notre système monétaire. Comment l'Etat pourra-t-il jamais prêter à 1 ou 2% à telle industrie ou culture en détresse, s'il doit à chaque emprunt gratifier des particuliers de millions d'intérêts sur un capital garanti par la propriété nationale ?

De plus, ces déboursés sont faits au petit bonheur sans aucun système, sans cette organisation technique que nous allons décrire.

CHAPITRE ONZIÈME

Technique

Par quel mécanisme précis d'ordre technique pourrait-on assurer la continuité des émissions-travail et partant du progrès ? [1]

130.—Bilan d'Etat **Nous avons déjà établi la nécessité d'un bilan général des biens de l'Etat (Ch. IX, 107) fourni par une simple adaptation de nos bureaux de statistiques actuels. Le bilan**

---

1. Il est évident que, dans cette partie technique, nous devrons nous en tenir aux principes généraux qui *virtuellement* contiennent les diverses applications conformes aux faits concrets et contingents de la vie économique. Le cas est assimilable à celui du législateur qui formule les lois en laissant aux juges le soin de les appliquer, selon les multiples circonstances de la vie sociale. L'important, c'est que ces principes ne soient pas illusoires, mais empreints du plus authentique réalisme.

comprendrait toute la propriété nationale, biens de l'agriculture, des industries de capital, des industries de consommation, les *services* (chemins de fer, etc.), en somme *l'évaluation totale de notre richesse nationale.*

Ce chiffre global (évalué à 31 milliards en 1929) représente la monnaie « *possible,* » la monnaie qu'on pourrait émettre mais qui ne sera émise en réalité qu'en proportion constante avec la Production.

Ce bilan de l'Etat revisé disons annuellement, *s'augmentera des biens acquis par le crédit-travail,* de *l'enrichissement de l'industrie* de l'année en cours (ou des dépôts à l'Epargne).

Il sera diminué du *montant dû à l'usure ou dépréciation.*

Au moment d'une émission monétaire, on devra naturellement *soustraire le chiffre de cette émission au bilan* général qui représente la monnaie possible et y ajouter les entrées de capital ou intérêts sur les prêts de l'Etat.

Il est facile de vérifier le bien fondé de ces différentes entrées en se référant au

tableau que nous en avons dressé pour prouver l'enrichissement national (Ch.X, 127).

Evaluation totale de la richesse nationale :	500 000	(monnaie possible)
On soustrait le chiffre de l'émission :	79 200	(émission réelle)
	420 800	
Augmentation des biens par le crédit-travail : (routes, contructions, parcs, etc.)	79 200	
	500 000	
Enrichissement de l'industrie (ou dépôts à l'Epargne)	79 200	
	579 200	
Montant dû à la dépréciation	25 000	
Evaluation de la richesse nationale à la fin du cycle	554 200	

131.—Bilan de la Production **Toute émission monétaire, comme nous l'avons dit, doit être strictement basée sur la production afin d'éviter la perturbation des prix due à des causes de surcroît ou de défaut de monnaie.**

Il faudra donc encore par la statistique évaluer le montant de la Production à tous les moments de la vie économique, puisqu'elle est sujette à variations, disons par cycles de six mois.

Les statistiques nous fourniront le montant global de la production, je suppose, pour une période s'étendant du 1er janvier au 1er juillet 1939.

Nous inscrivons : Production : 90 000.

Elles nous fournissent d'autre part le montant de tous les produits consommés sans exception, et nous inscrivons :

Consommation 10 800.

L'écart (90 000 — 10 800) représente les « prévisions monétaires » pour le prochain cycle, comme on fixe à l'avance les « prévisions budgétaires, » ces chiffres ne varient pas considérablement d'un cycle à l'autre. (On sait que les habitudes de vie (*standard of living*) n'évoluent que très lentement).

L'on aura soin d'ajouter au montant production, le chiffre des importations qui représentent des productions étrangères sur notre marché et au montant consom-

mation le chiffre des exportations qui représentent de nos produits consommés à l'étranger.

Donc :

Production	X	Consommation	Y
Importations	X	Exportations	Y
	——		——

X — Y = Emission-travail

Nous faisons remarquer que les partisans du crédit social avec l'école des économistes modernes opposée à celle des économistes soi-disant « orthodoxes, » défendent ce principe très juste d'une monnaie proportionnée à la production. [1]

Seulement à cause de leur notion du « juste prix, » ils préconisent dans leur technique un système de calcul qui ne correspond guère à la réalité. C'est ainsi qu'ils ajouteront à la production, l'augmentation de la richesse nationale qui devrait comme

1. Nous retrouvons ces principes préconisés par la Chambre de Commerce de Londres (Ch. XV). Les partisans du Crédit Social gardent néanmoins le mérite de les avoir défendus énergiquement et en quelque sorte popularisés.

nous l'avons vu précédemment figurer au bilan de l'Etat (Ch. IX, 112,[1]). De plus, à part certaines autres particularités aussi peu justifiées, ils additionnent à la richesse nationale ou à la Production ce qu'ils appellent le *capital humain.* C'est sans doute cette entrée qui parfois sauve leurs chiffres d'un illogisme absolu. Un adulte sera évalué à 40 000 dollars et tout immigrant sera inscrit comme une augmentation de richesse.

Nous ne voyons pas bien ce que le « capital humain » vient faire dans cette question. Un homme ne vaut financièrement que par la richesse qu'il produit, par son travail. Et si cette richesse se trouve déjà inscrite au bilan de la production, toute nouvelle inscription correspondrait à une entrée double. Supposez si vous le voulez 20 000 hommes dans le désert du Sahara, ils ne pourront obtenir un sou d'émission monétaire s'ils n'ont réussi, ce qui est probable, aucune production. Supposons, à Liliput, où la production représentait 90 000, qu'à un moment donné ils reçoivent 50 naufragés qu'on évaluera à 40 000 dol-

lars chacun, cela leur permettrait une émission monétaire d'au delà de deux millions. Si ces gens ne travaillent pas par exemple, cette émission entraînerait une inflation monétaire de deux millions. Et s'ils travaillent, le fruit de leur labeur paraîtra dans le montant production. Nous croyons que c'est là une notion erronée.

132.—Conclusion Par ce mécanisme, bilan d'Etat, bilan périodique de la production, émission-travail, correspondant à l'écart production-consommation, se trouverait résolu dans son ensemble le problème de la production en rapport avec la monnaie.

Il reste néanmoins à en réaliser l'application intégrale dans chacune des branches de l'activité économique. C'est ici que de toute nécessité doit intervenir le Corporatisme, la question « Pouvoir » se confondant avec la question « Argent. »

CHAPITRE DOUZIÈME

Applications monétaires du Corporatisme

Si nous supposons que la société est entrée en possession d'une monnaie suffisante, pour se procurer l'extraordinaire production que peut lui fournir une industrie perfectionnée à l'excès par le machinisme moderne, il reste cependant que telle ou telle industrie particulière, qui échappe à la loi de la libre concurrence (le monopole) peut attirer dans ses coffres la monnaie du trésor au préjudice des autres industries.

Pour le comprendre, rappelons-nous notre industrie liliputienne et au lieu d'une seule industrie supposons qu'il en eût existé trois.

	Electricité	Tabac	Textile	Production globale
Production :	30 000	30 000	30 000	90 000
Pouvoir d'achat : (salaires)	4 200	4 200	4 200	12 600
		Emission-travail		77 400

133.—Le monopole L'industrie de l'électricité n'a pas de concurrente rivale. C'est un monopole. Elle est libre d'exiger le prix qu'elle désire. En plus, c'est une entreprise d'utilité publique. Personne ne peut se passer du service de l'électricité.

Son conseil d'administration décide de majorer les prix de l'électricité à trois fois les charges du cycle précédent.

Comparons les résultats :

	Electricité	Tabac	Textile
Production :	90 000	30 000	30 000
Consommation : (pouvoir d'achat)	90 000	00 000	00 000

Tout le pouvoir d'achat du peuple a dû être consacré au service de l'électricité. Le marché du tabac et du textile se trouve encombré de toute cette production.

Qui ne voit qu'il doit exister au sein d'une économie bien organisée un organisme capable de parer à ces abus comme à beaucoup d'autres.

On a déjà posé le cas aux partisans du *Crédit Social,* qui déclaraient posséder un organisme complet pour tout le pro-

blème production - consommation. Pour toute réponse, ils ont argué (Tutte, p. 256) que ce problème relevait du code moral et ethnique.

Le seul organisme capable de régulariser dans chacune des branches de l'industrie la monnaie et la production, c'est le corporatisme.

Supposons que dans le cas posé, le pays soit doté d'une Haute Chambre intercorporative tenant lieu de Conseil Economique. Comme auxiliaire de cette Chambre siège un Tribunal judiciaire dont l'office sera de se prononcer sur les différents entre les classes ou les diverses branches de l'activité. Il ferait observer la loi et la justice dans toute l'économie comme les comités conjoints au sein de chacune des corporations.

Il est facile de comprendre que dans le cas proposé, les statistiques révélant en toute évidence la preuve du délit de ce monopole, toutes les autres industries, par leurs délégués patronaux ou ouvriers qui eux-mêmes en sont réduits au chômage, se ligueraient contre ce monopole pour de-

mander justice auprès du Tribunal et réclamer des lois équitables de la part de la Chambre.

134.—Le mouillage du capital Autre cas. Supposons que telle industrie, par des manœuvres, avec la complicité des agioteurs en Bourse et d'une presse qui se prête à ces opérations, tire des millions de l'épargne populaire ou de son pouvoir d'achat, par un capital « mouillé » et inutile. Les industries, informées du fait par les statistiques, se révolteraient encore contre de semblables opérations, et s'empresseraient d'exiger des mesures légales ou judiciaires.

135.—Le « juste prix » Enfin quel organisme plus propre à réaliser un « juste prix » véritable, celui qu'en toute équité doit débourser le consommateur ! Ce « juste prix, » contrairement à la notion créditiste, doit comprendre tout le travail exigé depuis l'extraction de la matière première jusqu'à la vente du détaillant, par conséquent les dépenses de

capital qui représentent du travail réel (*travail emmagasiné* comme on a dit) et le profit de l'intermédiaire, fruit légitime de son labeur, etc. Ce que le consommateur ne doit à personne, c'est un profit majoré par des manœuvres frauduleuses ou les ambitions sans contrepoids d'un monopole. Ce qu'il n'aurait pas dû s'engager à payer, c'est l'intérêt sur son propre avoir qu'il a malheureusment confié à des particuliers.[1] Le corporatisme seul est capable de doter le peuple d'un organisme par lequel il puisse veiller lui-même à ses propres intérêts en empêchant les manœuvres frauduleuses qui lui font payer cher son insouciance actuelle, dans les prix majorés sans raison de la production.

---

1. Le Corporatisme interviendrait judicieusement dans la nomination des préposés aux bureaux des statistiques et à la Banque d'Etat. Dans certains pays, les corporations exercent une influence réelle sur les problèmes du capital et de la finance. Le Conseil Economique devrait jouir d'un certain droit électif pour la nomination de ces officiers où toute l'économie aurait intérêt à s'assurer de la plus stricte honnêteté.

Par le Corporatisme, chacune des industries pourra entrer dans ses biens légitimes et l'ouvrier réclamer, statistiques en main par le jeu des contrats collectifs, la part qui lui reviendra des profits de l'industrie en progrès.

Il nous reste à examiner dans quelle situation économique vis-à-vis de l'étranger se trouverait un pays qui posséderait un système monétaire en accord constant avec la Production.

CHAPITRE TREIZIÈME

Commerce étranger
Relations internationales

Nous entretenons avec les autres pays des relations d'échanges de produits, de monnaie, ou d'hostilité en temps de guerre.

136.—Confiance Monsieur Edouard Montpetit conclut son enquête monétaire dans *Sous le Signe de l'or,* en ramenant en définitive les principes d'échanges à une question de confiance. En effet, quand à l'intérieur d'un pays la confiance règne, les capitaux circulent librement. Mais, si la confiance diminue, les prêteurs tendent à retirer leur avoir en circulation. Or, sous le système monétaire en cours, la monnaie sort des banques sous forme de prêts. Il suffira en conséquence d'une panique justifiée ou d'une fausse alerte, pour que la monnaie

subisse un retrait préjudiciable à toute la vie économique. Qu'une circonstance quelconque, ou un mauvais placement, ait mis un banquier en défiance, tout le personnel des succursales reçoit des ordres rigoureux de contracter ou de retirer les prêts, de diminuer le « découvert » de telle industrie, c'est-à-dire la somme qui lui est habituellement allouée pour sa finance. Aux premiers retraits, la défiance s'accentue dans les affaires. La peur est communicative. L'industriel s'empresse de tirer sur ses créanciers. Les commerçants tirent à leur tour sur leurs clients. Si la panique gagne toute la vie économique, l'empressement fébrile des créanciers entraîne la faillite d'un bon nombre d'industries, de commerçants, ou de consommateurs. Parfois ces retraits de capitaux auront été calculés à l'avance par la haute finance pour s'emparer de telle industrie lucrative ou rivale. C'est la conséquence d'un système monétaire où l'Etat ne tient plus les cordons de la Bourse, où une coalition de quelques particuliers peut créer une crise et réduire la société entière à la détresse.

Au point de vue international le même phénomène se produira quand, à la suite d'une panique à l'intérieur d'un pays, le mauvais état des affaires aura jeté la défiance chez les prêteurs étrangers qui ont des capitaux engagés dans un pays en état de crise.

137.—De l'ordre dans notre propre maison

A ce seul point de vue général, l'intérêt d'un pays n'est-il pas de mettre de l'ordre en premier lieu dans sa propre maison, afin de provoquer la confiance à l'étranger par un système monétaire à l'abri de ces désastreuses fluctuations ? Quand les nations ont confiance, elles s'empressent d'ouvrir leur marché et de solliciter des relations commerciales avec un pays où règnent l'ordre et la paix.

Nos relations avec l'étranger consistent d'abord, avons-nous dit, en échanges de produits.

Nous exportons le surcroît de notre production ou importons les produits qui nous font défaut.

Je désire par exemple des ouvrages de littérature française. J'irai à ma banque locale, j'achèterai des francs que je payerai de ma propre monnaie et la banque m'ouvrira un compte à sa succursale de Paris. Je reçois les volumes commandés. Je fais un chèque à mon créancier. Il est payé de sa monnaie comme j'ai payé mes francs en dollars.

Si le libraire français désire de mes éditions canadiennes, il achète des dollars qu'il paye en francs. C'est la même opération à l'inverse.

S'il a acheté de moi pour $300 alors que je n'ai importé que pour $100 de ses publications, il me doit $200. Il me remettra un titre de $200 sur ses produits. Un jour ou l'autre, je devrai acheter de lui pour le total de sa dette ou réclamer ce montant en dollars quelle que soit la valeur de sa monnaie.

138.—Conclusion En définitive nous payons toujours un pays étranger de sa propre monnaie. Rien donc qui s'oppose de sa part à ce que notre mon-

naie soit garantie 100% par nos propres biens. Au contraire, c'est un principe d'ordre qui ne peut que favoriser les échanges par la confiance qu'il introduirait dans toute l'économie.

Ces principes ont été éprouvés par les faits, quand le Président Roosevelt dévalua le dollar américain à 50%. On avait prédit de véritables catastrophes monétaires. En somme, il n'y avait de changé qu'un rapport avec la valeur de l'or. Le rajustement théorique opéré, tout se passa comme à l'ordinaire et les pays étrangers continuèrent d'être payés pour leur produit de leur propre monnaie.

L'abandon par l'Angleterre de l'Etalon-or en faveur de la livre Sterling n'est-elle pas une tentative de rajustement de la mesure monétaire à des biens réels, à la Production ?

139.—Echanges de capitaux En second lieu, comment une monnaie nationale proportionnée aux besoins du pays pourrait-elle influen-

cer nos échanges de capitaux avec l'étranger ?

Le cas se pose d'une manière identique à celle de l'échange des produits. J'emprunte 300 000 dollars d'un capitaliste français. Il convertira sa monnaie en dollars canadiens et me fera remise du montant emprunté par l'intermédiaire des banques en monnaie de mon pays.

Il est notable qu'un dollar canadien garanti à 100% sur des biens réels sera beaucoup mieux vu à l'étranger. Nos touristes l'ont expérimenté maintes fois quand, en Angleterre ou en France notre dollar était gagé à 80% seulement et qu'il y était accepté un peu partout comme s'il eût joui du « cours légal. »

140.—Les échanges Au cours des précédents énoncés nous avons touché à la question des changes. Quelles sont les causes réelles et les conséquences de ces fluctuations des changes de tous les pays, cette caractéristique du système monétaire universellement en cours ?

Les plus habiles y perdent « leur latin » quand, avant d'en aborder la technique ils n'ont pas su préalablement se familiariser avec les principes généraux relativement simples.

141.—La balance commerciale C'est ici qu'intervient la théorie de la « balance commerciale. »

On a longtemps cru qu'un pays avait tout avantage à exporter aux nations étrangères plus qu'il n'importait de leurs produits, sans même tenir compte des entrées ou des sorties de capitaux que l'on a dénommés « échanges invisibles. » C'est le nom qui leur convient en effet, puisque les échanges de produits sont contrôlés à la douane tandis que les capitaux, qui représentent tout aussi bien des richesses nationales, sont échangés entre les banques sans aucune espèce de contrôle. Quand un pays jouissait d'un plus fort commerce d'exportations, on disait qu'il bénéficiait d'une balance commerciale favorable. Les faits sont venus démentir ce préjugé confortablement installé à la faveur de cette

Babel des changes où il n'y a plus deux pays qui parlent le même langage.

Voici l'un de ces faits signalé par un Américain, Henry Hetteredge Norton, dans *To-day* : « De 1914 à 1930 inclusivement nous avons vendu au reste du monde pour vingt-sept milliards de plus que nous n'avons acheté de lui. D'après la théorie qui veut qu'un surplus d'exportations sur les importations contribue à la richesse nationale, nous nous enrichissions à grande allure.

« Mais il y a une coïncidence curieuse à expliquer. Si l'on ajoute ensemble toutes les sommes que nous avons prêtées au reste du monde pendant les mêmes années et qui attendent encore le remboursement, le total dépasse légèrement vingt-sept milliards de dollars. Ce n'est pas hélas ! une simple coïncidence. Notre surplus d'exportations n'aurait pas existé si nous n'avions prêté au reste du monde l'argent nécessaire pour l'acheter. La conclusion est inévitable. Nous avons payé de notre propre poche notre balance favorable de vingt-sept milliards. Et nos prêteurs ayant consacré cet

argent pour acheter nos produits n'en ont plus pour nous rembourser nos prêts. Il en faudra bien de ces balances commerciales pour nous rendre riches. »

Partant du même principe, sir Arthur Michael Samuel, membre du Parlement anglais, a prouvé par des statistiques bien vérifiées que dans l'espace de six ans, l'Angleterre avait perdu en capitaux placés à l'étranger 4 000 millions de Livres Sterling.

Par ailleurs nous savons très bien qu'au Canada, à l'époque des récoltes, au plus fort de nos exportations, quand notre monnaie devrait être en bonne posture notre change subit très souvent une dépréciation.

Pourquoi ?

Parce que les sorties du capital national (remises d'intérêts, de capital, placements à l'étranger) n'étant soumises à aucun contrôle (comme les entrées d'ailleurs) produisent le même effet que les déboursés sur nos importations. Elles peuvent annihiler et au delà le surplus de nos exportations et tourner la balance du commerce au détriment de notre pays.

Remarquons incidemment que, par ailleurs, les capitaux qui entrent au pays viendront parfois de groupes de spéculateurs qui, par un certain genre d'opération que l'on a appelé « opération du Corner, » achètent à l'avance toute notre récolte de blé, quand elle n'est pas trop abondante, par des emprunts opérés dans leur pays. Par la suite, ils contractent les ventes en attendant la hausse des prix, et recueillent des fortunes fabuleuses tandis que nos fermiers de l'Ouest subissent les affres de la famine. Ce qui ne se produirait pas sous un régime d'économie réglementée par l'Etat.

L'on conclut donc que la balance du commerce peut se tourner contre nous, si le courant des capitaux qui sortent du Canada augmentés de nos importations est plus fort que celui de nos exportations augmentés des capitaux étrangers qui y entrent au même moment (prêts, payements ou remises d'emprunts).

Nous dirons en appendice comment techniquement ce phénomène se produit sur le marché des changes. Nous nous en te-

nons ici aux principes pour ne pas embrouiller inutilement la question.

142.—Banque Nationale La conclusion s'impose. Il doit exister dans un pays un organisme capable de régulariser l'économie non seulement à l'intérieur du pays mais dans ses relations avec l'étranger. C'est encore une fois, une Banque d'Etat qui gouverne le crédit avec l'étranger, de telle sorte que des particuliers ne puissent par des manœuvres avantageuses pour eux-mêmes porter préjudice au crédit et partant au commerce de la nation.

Voyons comment, en pratique, cet esprit de libéralisme économique dont nous avons parlé a concédé à des particuliers ce pouvoir extraordinaire de spéculer, pour des motifs d'intérêt personnel, à l'encontre des intérêts supérieurs de la société entière.

143.—Prêts à l'étranger 1er cas. *Des particuliers qui détiennent la richesse nationale peuvent la prêter à l'étranger.*

Nous nous rappelons qu'à un moment donné de la vie industrielle de nos habitants de Mildendo, le pouvoir d'achat représentait 30 000 dont 11 160 provenaient des épargnes populaires (Cf. Ch. VII, 78). Supposons que le banquier qui tenait ces dépôts en main, voulant bénéficier d'une offre avantageuse d'un pays à court de monnaie, d'une corporation ou d'un individu à l'étranger, lui offre un prêt de 11 160. Qui ne voit que le pouvoir d'achat du peuple s'en trouverait réduit d'autant et que l'industrie nationale souffrirait aussitôt de surproduction et partant de manque de travail.

Cet argent, un jour ou l'autre, sera remis à notre prêteur augmenté de ses intérêts. Il entrera alors au pays un montant disons de 15 000. Jusque-là le prêteur seul a profité au détriment de l'industrie nationale.

Supposons qu'au moment précis de cette entrée de capital la monnaie en cours se trouve proportionnée à peu près exacte-

ment à la production.[1]

Ce 15 000 représentera un surcroît de monnaie. Il y aura inflation monétaire.

En vertu du principe exposé précédemment (Ch. IX, 104) cette inflation engendre la hausse des prix. Plus de demande de notre production à l'étranger. Notre commerce d'exportations fléchit. Le capital n'étant pas géré par l'Etat, l'intérêt des particuliers va encore une fois à l'encontre de l'intérêt de la nation.

144.—Emprunts des particuliers à l'étranger

2e cas. *Des particuliers peuvent emprunter des capitaux étrangers pour motifs personnels.*

Ils le peuvent tout d'abord pour créer, comme nous l'avons vu, de l'inflation monétaire au pays par des entrées de capitaux

1. Si cette remise entre sous forme de produits quand la consommation est à court de monnaie, elle ne pourra davantage écouler les produits étrangers. Ils encombreront notre marché (Cf. note [1], 145).

en y occasionnant la hausse des prix. S'ils sont en même temps industriels ou possèdent des parts dans l'industrie comme la plupart des détenteurs de notre richesse, ils n'auront donc qu'à provoquer eux-mêmes cette hausse des prix pour recueillir des profits énormes des produits qu'ils ont emmagasinés au moment de la baisse.

Encore une fois ils auront doublement profité, par leur emprunt à taux avantageux et les profits de leur industrie, au détriment des intérêts supérieurs de la communauté entière.

145.—Remise des intérêts et du capital

Les intérêts et le capital de ces emprunts pourront être soldés par des envois d'or ou de marchandises (On sait que la monnaie nationale n'a pas cours à l'étranger).[1]

1° Dans le cas de l'or, pour un pays dont la monnaie en circulation est basée

1. Nous expliquerons en appendice comment les échanges de capitaux se règlent toujours en définitive par des échanges de produits.

sur une réserve-or, tout envoi de métal précieux correspond à une contraction « fiduciaire » à l'intérieur du pays. A cause de la rareté de ce métal,[1] en diminuant l'or de son propre pays, on diminue d'autant la monnaie en circulation.

Le défaut de monnaie occasionne la chute des prix. Les nations devront donc protéger leur propre industrie contre notre concurrence ruineuse. On y établira les hauts tarifs, droits de *dumping*, embargos, etc. Notre commerce extérieur sera en partie ruiné et pour combien de temps !

2° Que la dette soit soldée par des envois de marchandises, l'on privera ainsi le marché intérieur de ses propres biens dont les nationaux eûssent bénéficié si la monnaie du consommateur eût été suffisante pour en réaliser l'achat. De plus si l'on considère la condition d'un pays qui reçoit un surcroît d'exportations, son marché

---

1. "The debts of the world, a écrit Mr Arthur Kitson, économiste distingué d'Angleterre, specifically payable in gold are estimated at more than fifty times the entire volume of gold above ground."

subit un encombrement de produits qui viennent en concurrence avec ceux des industries domestiques. Encore une fois il devra recourir à la hausse des tarifs.[1]

Par suite de ces diverses considérations, pourrait-on dire, *aucun pays n'aurait*

---

1. Nous trouvons ces idées clairement énoncées dans *Business without a Buyer,* de Foster & Catchings.

"The chief purpose of sending wealth (goods) out of the country is to bring wealth into the country.

"Every yard of cloth sent abroad in excess of the value of goods received from abroad, would *lower the standard of living at home.* People gain no enjoyment from what they produce in so far as it results merely in the accumulation of credit abroad."

Lisons également cette réflexion très juste de W. A. Tutte.

"The principle is true of loans made abroad and foreign investments. So long as the monopoly of credit continues and Money is deemed a commodity, theoretically limited in quantity by some arbitrary standard such as gold, the shipment abroad of capital funds simply means that available domestic market capital supply tends to be diminished by an amount equal to the loans made, and further that the payments of interest must arrive in the shape of foreign products that must be sold in the domestic market in competition with home production."

intérêt à exporter plus de produits qu'il n'en importe.

Absolument. Si le surplus d'exportations est soldé par un emprunt au pays vendeur, nous avons vu dans le cas des Etats-Unis (Ch. XIII, 141) comment le pays a payé lui-même sa balance commerciale favorable.

Que le surplus soit soldé en or ou marchandises, le cas est identique à celui que nous venons d'apprécier (Ch. XIII, 145), confirmé par l'opinion de Foster & Catchings. Nous retrouverons bientôt cette opinion formulée par des experts de la Haute Chambre de Commerce de Londres (Ch. XV, 152).

146.—Conclusion : monnaie nationale

Conclusion. Les prêts ou les emprunts à l'étranger de particuliers, banquiers ou autres, peuvent favoriser leurs intérêts personnels, mais, le défaut de contrôle et de système engendre des désordres graves dans l'Economie interne du pays.

On devra donc remettre la direction de la monnaie à une Banque d'Etat qui, tenant en mains les cordons de la Bourse, sera en mesure de garantir le pays contre ces abus individuels préjudiciables au bien commun. [1]

Cette Banque d'Etat devra remettre au consommateur la monnaie nécessaire à écouler la Production nationale en crédits sous forme de travail. Si la richesse du Canada peut être évaluée à 32 milliards et que l'argent en circulation (en tenant compte des obligations de dettes, etc.) ne correspond qu'à dix milliards, on ne voit pas la nécessité de recourir à des capitaux étrangers : un système monétaire convenablement institué pourrait financer l'industrie nationale, les intérêts profitant au

1. Il est clair que ces transferts incontrôlés de capitaux pourront occasionner de véritables trahisons nationales en cas de guerre. Tandis que des milliers de citoyens verseront leur sang pour le salut de la patrie, des particuliers intéressés dans la finance du pays ennemi, pourront, par des moyens détournés, lui fournir le *nerf de la guerre,* le capital nécessaire à la fabrication des armes et des munitions qui serviront à anéantir les armées de la patrie.

trésor public. Pourquoi ce 7 milliards de capitaux étrangers investis chez nous, nous réduisant à la condition de simples vassaux de la Haute Finance, alors qu'un système monétaire sain nous laisserait en mains le profit de nos incalculables ressources naturelles ?

CHAPITRE QUATORZIÈME

Conséquences internationales

Nous avons dit que les principes à base du système monétaire canadien sont les mêmes qui dirigent l'économie actuelle dans tous les pays du monde.

Les conséquences en sont identiques. Tous les pays ployent sous le fardeau de pyramides de dettes en faveur des particuliers de la Haute Finance.

Un bon nombre ne rencontrent plus même leurs intérêts et recourent quand même à de nouveaux emprunts. Quel particulier administrerait ses affaires de pareille façon !

L'Angleterre doit 80 milliards, les Etats-Unis 178 milliards.

L'endettement des nations ne peut que s'accroître sans cesse. Où allons-nous ?

147.—Répercussions dans le commerce

Ces dettes inconsidérées ont une répercussion immédiate sur le commerce des nations.

Les pays ne peuvent plus importer des nations à qui ils ne payent plus même les intérêts de leur dette. La situation morale tendue entre ces nations comporte un danger permanent de guerre. Au moindre indice, les banquiers prennent panique et contractent les prêts.

Par ailleurs, ils doivent exporter le plus possible pour rencontrer leurs remises d'emprunts ne fût-ce qu'à l'intérieur du pays, par les revenus de ce surplus commercial.

C'est la course à la « balance commerciale favorable » quelles qu'en soient les conséquences.

Si les intérêts de tous les pays convergent dans le même sens : *exporter*, le commerce international doit en subir une répercussion. Tous ne peuvent exporter sans importer.

Les statistiques attestent en effet l'exactitude de ces constatations. Le com-

merce international subit un fléchissement inquiétant qui déjà trouble la Haute Finance elle-même.

En voici la preuve pour les quatre années de 1929 à 1932 :

	Importations		*Exportations*		*Total*	
1929	35 606	milliards	33 035	milliards	68	milliards
1930	29 083	"	26 492	"	55	"
1931	20 847	"	18 922	"	39	"
1932	13 885	"	12 726	"	26	"

Les nations n'ont d'intérêt qu'à exporter. Mais comment les pays industriels s'approvisionneront-ils de matières premières ?

L'industrie nationale tentera de se suffire à elle-même. C'est la course aux territoires et, comme conséquence, la défiance de l'envahissement qui entraîne la course aux armements.

Mussolini s'est approprié l'Ethiopie. Hitler, l'Autriche. Les autres nations d'Europe sont sur les dents. Pour avoir pris en main les clefs de l'industrie par un système corporatif orienté vers ce but, pour s'être emparés des cordons de la bourse en expurgeant la Finance nationale des élé-

ments indésirables, Hitler et Mussolini se trouvent en mesure de faire la leçon au reste du monde. Les démocraties aux abois sauront-elles profiter des leçons de l'histoire en fortifiant le pouvoir et en restaurant leur monnaie ? L'avenir seul dira si la lumière et le patriotisme auront pour une fois raison contre la coalition d'intérêts privés.

148.—Conclusions Nous avons démontré précédemment (Ch. XIII, 145) que l'intérêt de toute nation exige que le montant de ses exportations soit en accord constant avec celui de ses importations.

Nous avons prouvé que la course aux exportations est une conséquence d'un système monétaire universalisé au seul bénéfice de la Haute Finance.

Nous avons donc opté en faveur d'un système monétaire national qui permette aux nationaux de bénéficier de la production de leur pays. Seule, cette solution exempterait les pays, en possession d'une monnaie suffisante, de recourir à ce faux

concept d'une « balance commerciale favorable. »

Les échanges entre pays fonctionneraient dès lors normalement. Une nation exporterait son surcroît de production en échange d'importations qui lui font défaut ou dont elle ne peut s'approvisionner qu'à grands frais.

Les relations internationales s'en trouveraient soulagées de cette constante menace de guerre qui pèse sur le monde et l'engage dans des dépenses inconsidérées d'armements.

Nous faisons remarquer que ces conclusions concordent en tous points avec celles d'un Rapport préparé en 1932 par la Chambre de Commerce de Londres, par des financiers éminents et intègres comme M. A. de V. Leigh, Lord Melchet, Sir Geoffrey Clarke et le vicomte Liverhulme.

149.—L'opinion de la Chambre de Commerce de Londres

Comparons plutôt l'ensemble des conclusions admises dans ce Rapport avec les principes énoncés et prouvés au cours de

cette étude. L'on sera moins tenté de les taxer de chimériques comme ne manqueraient pas de le faire les économistes porte-parole de la Haute Finance.

CHAPITRE QUINZIÈME

L'opinion de la Chambre de Commerce de Londres

150.—Système monétaire faux

C'est l'opinion des experts de la Chambre de Commerce « que les problèmes en litige ne sont ni séparés, ni isolés les uns des autres et qu'on ne doit pas les traiter comme tels. Tous ont leur origine et leur développement *dans un système monétaire faux en théorie comme en pratique.* »

Voici dans le détail les solutions qu'ils préconisent :

151.—Première partie

« Les problèmes auxquels l'industrie et le commerce doivent faire face sont :

(1) « Restaurer *et augmenter le pouvoir d'achat* des divers peuples de la terre, sans quoi le chômage continuera et les défauts de paiement des nations comme des individus s'accentueront. »

C'est précisément cet objectif que doit atteindre le crédit sous forme de travail (Ch. X, 122) destiné à rendre au peuple un pouvoir d'achat conforme à la Production.

(2) « Une fois qu'un juste prix est rétabli (Cf. notre conclusion, Ch. XII, 135), éliminer autant qu'il peut se faire pratiquement, toute fluctuation de prix due à une cause monétaire » (Cf. Ch. VII, 63 à 68).

(3) « Supprimer les causes qui induisent les nations à étrangler le commerce mondial par des tarifs, des quote-parts en vue de payer les dettes de guerre ou de réparations. »

Nous avons indiqué ces causes et le remède approprié au chapitre XIV.

152.—Deuxième partie La deuxième partie du rapport propose une réforme radicale du système monétaire « faux en théorie comme en fait » en se basant sur les principes suivants :

(1) « Pour exprimer une juste mesure des valeurs sujette ni à l'inflation ni

à la déflation, *le numéraire doit suivre automatiquement l'élévation ou l'abaissement des activités industrielles* et non pas être manœuvré. »

C'est ce à quoi tend le numéraire distribué directement au peuple sous forme de crédit-travail selon l'écart périodique production-consommation (Ch. X, 122).

(2) « Le numéraire *doit reposer cent pour cent sur la richesse réelle,* c'est-à-dire sur la somme des marchandises avec une valeur marchande, et non plus sur un produit en particulier (comme l'or) *dont la valeur peut changer considérablement par rapport aux autres produits,* soit qu'il devienne rare par suite de causes naturelles, soit que ceux qui en ont le contrôle le bloquent délibérément. »

Nous avons prouvé à plusieurs reprises les différents aspects de cet énoncé. (Ch. VII, VIII, etc.)

(3) « Dans son aspect international, le système doit être tel qu'une nation quelconque qui se contente d'un niveau de prix inférieur ne puisse miner ou abaisser le niveau de vie des nations plus avancées,

réduisant ainsi le pouvoir d'achat en créant du chômage. »

Nous avons démontré qu'une banque centrale contrôlant les entrées et les sorties de capitaux, favorisant la consommation au pays, tendrait à ce résultat en maintenant un échange constant et égal d'importations et d'exportations (Ch. XIII, 142 et suiv.)

Citons enfin quelques commentaires qui suivent ce rapport et qui rappelleront au lecteur plusieurs aspects de notre étude.

« Si un homme empruntait une verge de drap et si, au moment où il vient pour la vendre, le prêteur sorte une verge trois fois aussi longue que celle qui a servi à mesurer l'étoffe prêtée, insistant pour qu'on lui rende une verge de drap mesurée d'après ce nouvel étalon, l'emprunteur jugera certainement qu'il est victime d'une grande injustice et qu'on le fraude. »

Et le comité conclut que les fluctuations d'une mesure monétaire conséquentes du système en cours « causent beaucoup plus d'injustices entre le débiteur et son créancier que ne le pourrait faire la me-

sure de poids, de longueur, de capacité la plus malhonnête du monde. » (Cf. Ch. III, 24)

Le rapport note que la diminution accentuée du pouvoir d'achat a sa cause directe dans la contraction du numéraire et du crédit, et sa cause indirecte dans les tarifs élevés et autres facteurs qui seraient éliminés par un système monétaire satisfaisant.

Le rapport établit enfin comment, sous un système monétaire *au cours fixe contrôlé par une banque centrale* qui devrait veiller à ce que les exportations (visibles et invisibles) soient en rapport constant avec les importations, le commerce international se rétablirait sur une base d'ordre et de paix. Lisons en entier l'intéressante justification de cet énoncé :

« Le système proposé aurait pour objectif l'équilibre, les importations égalant les exportations. Tout pays qui romprait cet équilibre, en vue de couper les prix serait le premier à en souffrir et sa situation empirerait jusqu'à ce qu'il relève son niveau général des prix et revienne à l'équilibre.

« En effet, la nation dont le niveau des prix serait abaissé ne trouverait pas d'avantage à recevoir les produits des autres en échange des siens, puisque ceux des autres seraient plus chers. L'or étant exclus des échanges internationaux, la seule chose qu'elle devrait accepter pour ses produits, ce serait des crédits monétaires, mais elle ne pourrait se servir de ces crédits pour détruire les changes, puisque ceux-ci seraient stabilisés à un cours fixe. Elle perdrait vite son commerce d'exportations, car ses marchands ne pourraient rien recevoir de valable en échange de leurs marchandises. Force lui serait de rehausser le niveau de ses prix à un point où elle pourrait, sans se nuire, accepter les biens des autres nations en échange des siens.

« D'un autre côté, si une nation brisait l'équilibre par une hausse indue de ses prix, elle commencerait par perdre son commerce d'exportation, parce que les autres nations ne voudraient pas acheter à ces prix élevés. Elle perdrait par le fait même son commerce d'importations, car les nations qui lui vendraient leurs produits

cesseraient de le faire dès qu'elles ne pourraient obtenir qu'une petite quantité de produits (vu les prix élevés) en échange des leurs. N'oublions pas, en effet, qu'en vertu du système proposé, les paiements ne doivent se faire qu'en produits. Cette nation serait donc obligée, elle aussi, de revenir à l'équilibre.

« Il n'est guère à craindre, cependant, que des nations laissent le déséquilibre en venir à ce point, vu que les banques centrales seraient en contact constant les unes avec les autres par une Chambre de Compensation internationale et les moindres écarts seraient vite corrigés, justement parce que le pays qui romprait l'équilibre serait le premier à en souffrir. Sous le vieux système, le pays coupable est souvent celui qui profite ou n'est que le dernier affecté. »

Conclusion générale

Nous avons fait remarquer dans notre Avant-Propos comment toute la question économique se réduit à cette double proposition : A qui le pouvoir ? A qui l'argent ?

Dans notre première partie nous avons étudié le problème du pouvoir.

Nous avons dit comment une saine économie devait être basée sur des principes humains, considérant l'homme tel qu'il est « raison et animalité. »

Nous avons cherché un système qui respecte en l'homme sa liberté, conséquence de sa rationabilité et le soumette à une certaine contrainte (en vue du bien commun), exigée par les passions incontrôlées de son « animalité. »

La dictature totalitaire du communisme a péché par excès de contrainte.

Le libéralisme par un excès de liberté que l'on appelle licence.

Nous avons montré comment dans toute l'économie le corporatisme alliait admirablement la liberté à la contrainte, respectait les droits de l'homme en le tenant dans les justes limites du bien commun.

Système idéal qui réaliserait en la complétant l'idée fondamentale du gouvernement par le peuple, la démocratie.

Mais la question pouvoir est intimement liée à la question argent. La Haute Finance peut annihiler le pouvoir, comme l'a écrit le Souverain Pontife.

Nous avons cherché les principes rationnels et équitables qui doivent servir de base à un système monétaire conforme aux exigences de l'économie.

Les faits nous ont clairement prouvé que la monnaie n'est plus en rapport avec la production.

En remontant aux causes, nous avons démontré les principes d'un système monétaire sain et conforme aux besoins de la production.

Par un retour sur les faits, nous avons découvert que le système monétaire en

cours ne répondait aucunement à la vérité des principes établis.

Ce système a appauvri le peuple tandis que la machine en progrès encombrait le marché de produits qu'il ne pouvait plus écouler.

La vie industrielle en a été paralysée et le peuple réduit au chômage.

Nous nous sommes demandé comment sous un système monétaire convenable la monnaie pourrait être ajustée à la production.

Nous avons analysé le principe d'émission gratuite proposé par les partisans du Crédit Social et nous avons démontré comment il ne pouvait réaliser le but proposé.

Seuls des crédits versés sous forme de travail, résoudraient efficacement et de façon permanente le problème de la production.

Mais ce crédit devra être régularisé par le système corporatif, pour parer aux abus et répondre aux besoins de chacune des branches de l'activité industrielle.

En examinant les données du problème sous l'aspect de notre commerce à l'exté-

rieur ou des relations internationales, nous avons établi que la solution proposée ne rencontrait non seulement aucune objection mais qu'elle serait de nature à favoriser les échanges entre les pays et diminuer la tension actuelle qui a causé la course aux territoires et aux armements.

Nous avons enfin confirmé notre étude d'un témoignage d'autorité de la Haute Chambre de commerce de Londres qui corrobore tous les principes sur lesquels nous avons fondé notre thèse.

Appendices

I

Nous avons dit, ch. XIII, 141, que notre monnaie pouvait être dépréciée en dépit d'un surplus d'exportations, par des sorties de capitaux, qui produisent le même effet par rapport à notre change, que des payements sur nos importations.

Comment se produit ce phénomène sur le marché des changes ?

Nous devons d'abord nous rappeler que notre monnaie n'a pas cours à l'étranger. Nous payons nos dettes à un autre pays, soit par des produits, soit par des envois d'or (qui est un produit moins variable et universellement recherché).

Mais si je dois à un Français $100 et qu'un autre Français me doive $100, il doit exister quelque moyen de compenser ces dettes sans recourir à une expédition d'or.

Je possède un titre de $100 (promesse de payer) sur les produits ou l'or du Français A. Le Français B possède d'autre part un titre de $100 sur mes produits.

Je désire de la monnaie immédiatement. Je présente mon titre à ma banque locale. Un banquier français s'en est porté garant. Il a contresigné mon titre. La banque locale me paie $100 (moins les charges). La Banque de France doit $100 au Canada. Mais le Français B désire aussi de la monnaie au même moment. Il réclame $100 de la Banque de France au moyen de mon titre endossé par la banque du Canada. Cette dernière doit $100 à la Banque de France. Les dettes s'annulent entre les deux Banques sans exportation d'or, par simple jeu de comptabilité.

Supposons que ma dette eût été de $200, le Canada (la banque, en l'occurence) devrait solder la différence par une expédition d'or ou accepter une dépréciation du change canadien ; (dans l'hypothèse, bien entendu, où aucun autre Français ne devrait $100 au Canada).

Cette dépréciation sera tolérée pourvu qu'elle ne dépasse pas ce que l'on appelle le *gold point*. Une expédition d'or entraîne de nombreuses charges, assurances, risques, transport, etc. Plutôt que d'assumer ces

frais et ces risques, on préférera subir la dépréciation du change jusqu'à concurrence de ces déboursés. Si la baisse du change devait entraîner une perte plus grande que les dépenses d'expédition d'or, on aura recours à des envois de métal précieux.[1]

Cet exemple simplifié nous donne une idée assez juste des transactions qui s'opèrent sur le marché des changes. On y spécule sur des dettes. « Un Américain a vendu pour cent millions de coton à un Canadien, et un Canadien, pour cent millions de blé à un Américain ; les deux marchés se compensent, l'Américain se procurait, pour se libérer, les cent millions qui sont dus au Canadien, et vice versa. » « Les banques servent d'intermédiaires aux

---

1. The Mint or Gold par, écrit M. W. A. Tutte, is $4.866 to the Pound Sterling. If through exchange market unbalance, the rate rises beyond the Upper Gold Point, namely $4.89½, it pays to ship gold from Canada; if it falls to below $4.83½, it generally pays debtors abroad to ship gold to this country.

Si les pays ne consentent pas à régler leur balance commerciale par des envois d'or (ou des emprunts), le change subira une dépréciation beaucoup plus accentuée. En 1931, notre dollar subissait une perte de 17% par rapport au dollar américain.

intéressés, examinent et apprécient les titres de créance offerts sur le marché, liquident les engagements, se portent garant en certains cas, et transforment la monnaie nationale en monnaie étrangère : le tout, en retour de rémunérations fondées sur le risque et la durée» (*Sous le Signe de l'Or*).

Le marché des changes représente donc des monceaux de papiers de commerce mis en vente pour la solde des dettes internationales. Ils subissent comme de vulgaires produits la loi de l'offre et de la demande. Si nous devons plus que l'on nous doit, ces papiers de dette étant en très grand nombre, le marché en est « encombré, » les prix baissent, notre change subit une dépréciation par rapport à tel autre pays en meilleure posture financière.

Nous avons expliqué notre proposition initiale. Si, sur le marché des changes, nos papiers de commerce en payement de nos importations sont augmentés de ceux qui représentent nos payements de dette, (sorties de capitaux) notre change subira une dépréciation, sans une équivalente compensation des entrées de capitaux étrangers.

II

Nos échanges de capitaux se règlent toujours en définitive par des échanges de produits. (Explication de Ch. XIII, 145)

Nous savons en effet qu'une monnaie n'a cours légal que dans le pays où elle est émise. J'emprunte 50 000 dollars en Angleterre. La banque canadienne m'ouvrira un crédit de 50 000 dollars sur présentation de mes valeurs anglaises. Par le mécanisme des changes, elle tirera son remboursement au moyen d'un titre que détient quelque autre canadien sur un commerçant anglais. Mais ce Canadien, en définitive, possède ce titre parce qu'il a exporté des produits canadiens en Angleterre.

Si donc, j'emprunte 50 000 dollars d'un Anglais à 5% remboursable dans dix ans, c'est tout comme s'il me posait les conditions suivantes :

Nous vous consentons ce prêt, pourvu que l'Angleterre exporte $50 000 de ses produits sur le marché canadien. Durant dix

ans, le Canada devra à son tour exporter $2 500 de produits canadiens sur le marché anglais en payement de l'intérêt. Au moment du remboursement final, le Canada s'acquittera par un envoi de $50 000 en exportations canadiennes.

En somme, la monnaie n'a pas bougé, on a échangé des produits à terme comme on échangerait des capitaux.

III

LE TEMOIGNAGE DES EXPERTS

Nous transcrivons dans leur langue originale, quelques témoignages recueillis par des partisans de la nouvelle école d'Economie. On remarquera qu'ils concordent assez bien avec nos conclusions.

* * *

"Banks lend by creating credit. They create the means of payment out of nothing."

RALPH M. HAWTREY

Asst. Sec. of the British Treasury.

* * *

"The modern banking system manufactures money out of nothing. The process is perhaps the most astounding piece of sleight of hand that was ever invented. Banks in fact are able to create and cancel modern deposit money. They can in fact

inflate, mint and unmint, the modern ledger-entry currency."

MAJOR L. L. B. ANGAS
"Slump Ahead in Bonds."

* * *

ROBERT H. HEMPHILL, former credit manager of the Federal Reserve Bank, of Atlanta, says in the foreword of Irving Fisher's book "100% Money" :

"If all bank loans were paid, no one would have a bank deposit, and there would not be a dollar of currency or coin in circulation. This is a staggering thought. We are completely dependent on the commercial banks. Some one has to borrow every dollar we have in circulation, cash or credit. If the banks create ample SYNTHETIC MONEY, we are prosperous ; if not, we starve ! We are absolutely without a permanent monetary system. When one gets a complete grasp upon the picture, the tragic absurdity of our hopeless position is almost incredible — but there it is. It (the banking problem) is the most important

subject intelligent persons can investigate and reflect upon. It is so important that our present civilization may collapse unless it is widely understood and the defects remedied very soon."

* * *

Mr. Eccles, head of the Federal Reserve Board, is quoted in Collier's June 8, 1935 :

"The banks can create and destroy money. Bank credit is money. It's the money we do most of our business with, not with that currency which we usually think of as money."

* * *

Irving Fisher, Professor Emeritus of Economics at Yale says :

"When a bank lends or invests, it extends credit, i.e. creates check-book money. When it gets loans paid or sells investments, it contracts credit, i.e. destroys check-book money. In normal times such creation and destruction of money roughly balance. But when thew do not balance the

nation's money is inflated or deflated and causes a boom or a depression."

* * *

Lewis W. Douglas, former Director of U. S. Budget, wrote in the Atlantic Monthly, in the fall of 1935 :

"The Nation's banks today hold approximately 53% of the entire Federal debt. Banks, when they buy Government Bonds, rarely pay for them with cash that someone has deposited in the bank. Instead, they create a bookkeeping credit, against which the Government is entitled to draw... In a country in which more than 90% of all business is done by the use of checks, there is no essential difference between the creation of bank deposits, by fiat and the creation of printing press money. Bank deposits — currency — constitute our chief circulating medium."

* * *

Sumner H. Slichter, Professor of Business Economics at Harvard says in his "Modern Economic Society" :

"When banks grant credit by creating or adding to deposits subject to check... new dollars are created. It is true that the new dollars are not stamped out of gold. They are credit dollars and they are created by the stroke of the pen rather than by dies and the stamping machines, but their purchasing power is not less than that of the dollars coined at the government mint. In other words the principal way in which dollars are created in modern economic society is by borrowing. This means that the number of dollars in existence at any particular time depends upon the willingness and ability of banks to lend. The volume of purchasing power fluctuates with men's state of mind ; the growth of pessimism may suddenly throw millions of men out of work, or the growth of confidence may create thousands of jobs overnight."

* * *

THOMAS EDISON said :

"The only dynamite that works in this country is the dynamite of a sound idea. I

think we are getting a sound idea on the money question. The people have an instinct which tells them that something is wrong and that the wrong somehow centers in money.

"Don't allow them to confuse you with the cry of 'paper money.' The danger of paper money is precisely the danger of gold — if you get too much it is no good. There is just one rule for money and that is to have enough to carry all the legitimate trade that is waiting to move. Too little and too much are both bad. But enough to move trade, enough to prevent stagnation on the one hand and not enough to permit speculation on the other hand, is the proper ratio.

"If our nation can issue a dollar bond it can issue a dollar bill. The element that makes the bond good makes the bill good also. The difference between the bond and the bill is that the bond lets money brokers collect twice the amount of the bond and an additional 20 percent, whereas the currency pays nobody but those who contribute directly in some useful way.

"It is absurd to say that our country can issue $30,000,000 in bonds and not $30,000,000 in currency. Both are promises to pay : but one promise fattens the Userer and the other helps the people.

"It is the people who constitute the basis of government credit. Why then cannot the people have the benefit of their own gilt-edge credit by receiving non-interest-bearing currency — instead of bankers receiving the benefit of the people's credit in interest-bearing bonds ? If the U. S. government will adopt this policy of increasing its national wealth without contributing to the interest collector — for the whole national debt is made up of interest charges — then you will see an era of progress and prosperity in this country such as could never have come otherwise."

* * *

Andrew Jackson said :

"If Congress has the right under the Constitution to issue paper money, it was given them to be used by themselves, not to be delegated to individuals or to corporations."

Henry Ford has also observed :

"The function of money is not to make money but to move goods. Money is only one part of our transportation system. It moves goods from man to man. A dollar bill is like a postage stamp ; it is no good unless it will move commodities between persons. If a postage stamp will not carry a letter, or money will not move goods, it is just the same as an engine that will not run. Some one will have to get out and fix it."

* * *

David Cushman Coyle :

"The cross-roads of history will be the place where the United States does or does not develop means for keeping money out of Wall Street and making it travel up and down Main Street."

From "Brass tacks"

* * *

James A. Garfield stated :

"Whoever controls the volume of money in any country is absolute master of all industry and commerce."

Louis D. Brandeis :

"We must break the Money Trust or the Money Trust will break us."

From his book "Other People's Money."

* * *

The Hon. John G. Carlisle, in the House of Representatives, on Marsh 1, 1881, told of this very power of bankers in these very words :

"The banks have it in their power to contract the currency and produce financial distress, involving every interest in the country and embarrassing the operations of the government itself, whenever they may think it will promote their special interest to do so."

* * *

The late Hon. Charles A. Lindbergh, Sr. of Minnesota, in his book, "The Economic Pinch" writing of the panic of 1920, says :

"Under the Federal Reserve Act panics are scientifically created, the present panic is the first scientifically created one, worked out as we figure a mathematical problem."

Here is what SALMON P. CHASE, Secretary of the Treasury under Abraham Lincoln said :

"My agency in procuring the passage of the National Bank Act was the greatest financial mistake of my life. It was built up a monopoly that affects every interest in this country... It should be repealed. But before this can be accomplished the people will be arrayed on one side, and the banks on the other, in a contest such as we have never seen before in this country."

* * *

ABRAHAM LINCOLN feared the bankers' powers, as shown in what is commonly known as the Lincoln Prophecy, which reads :

"I see in the near future a crisis arising that unnerves me and causes me to tremble for the safety of my country. As a result of the war, corporations have been enthroned, and an era of corruption in high places will follow until all of liberty shall be lost and the Republic destroyed. God grant that my fears may prove groundless."

Table des matières

CHAPITRE QUATRIÈME

CHAPITRE CINQUIÈME

SECONDE PARTIE

A qui l'argent?

CHAPITRE SIXIÈME

CHAPITRE SEPTIÈME

CHAPITRE HUITIÈME

IMPRIMÉ À L'OEUVRE DE PRESSE DOMINICAINE

NOTRE-DAME DE GRÂCE, MONTRÉAL.